



Archipel

Études interdisciplinaires sur le monde insulindien

93 | 2017

Varia

La poldérisation de la baie de Benoa à Bali : vers un nouveau *puputan* ?

Benoa Bay Reclamation in Bali : toward a new puputan ?

Christine Cabasset, Jean Couteau et Michel Picard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/archipel/412>

DOI : 10.4000/archipel.412

ISSN : 2104-3655

Éditeur

Association Archipel

Édition imprimée

Date de publication : 6 juin 2017

Pagination : 231-234

ISBN : 978-2-910513-74-0

ISSN : 0044-8613

Référence électronique

Christine Cabasset, Jean Couteau et Michel Picard, « La poldérisation de la baie de Benoa à Bali : vers un nouveau *puputan* ? », *Archipel* [En ligne], 93 | 2017, mis en ligne le 01 juin 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/archipel/412> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archipel.412>

L'ARCHIPEL AU PRÉSENT

CHRISTINE CABASSET*, JEAN COUTEAU** ET MICHEL PICARD***

La poldérisation de la baie de Benoa à Bali : vers un nouveau *puputan* ?

Lorsque les Néerlandais ont achevé leur conquête de Bali, au début du XX^e siècle, le colonialisme était à son zénith, mais les critiques des Victor Hugo, Mark Twain, Joseph Conrad et autres Multatuli avaient contribué à mâtiner la domination coloniale d'un certain humanisme, sans doute illusoire mais non sans effets. En témoignait la mise en place dans les Indes néerlandaises d'une politique dite « éthique », par laquelle les Pays-Bas reconnaissaient leur « dette d'honneur » à l'égard des peuples assujettis à leur tutelle. Lorsqu'à la Haye fut signée en 1910 la Convention de la ville du même nom qui bannissait le pillage de guerre, les récents massacres qui avaient marqué la prise de Badung (1906) et de Klungkung (1908) étaient encore dans toutes les mémoires. L'émoi provoqué par la conquête sanglante de Bali constitua une source d'embarras pour le gouvernement néerlandais, qui s'efforça de faire oublier la brutalité de son intervention en présentant une image valorisante de sa politique coloniale, fondée sur la préservation de la culture balinaise traditionnelle contre l'emprise délétère de la modernité. Mais tandis que les orientalistes au service de l'administration coloniale faisaient de Bali un « musée vivant » de la civilisation indo-javanaise, le dépositaire de l'héritage hindou balayé de Java par l'irruption de l'islam, les premiers touristes découvraient cette île

*. Christine Cabasset est associée au Centre Asie du Sud-Est et à l'IRASEC.

** . Jean Couteau (71) est écrivain d'art, chroniqueur, traducteur et sociologue à ses heures.

*** . Michel Picard, chercheur (retraité) au CNRS, est membre du Centre Asie du Sud-Est à Paris.

qu'ils allaient bientôt célébrer comme le « dernier paradis »¹. Or, parmi les périls censés guetter les Balinais et leur culture, l'un des plus insidieux aux yeux des administrateurs coloniaux n'était autre que la venue des touristes eux-mêmes. De sorte que si la décision de conserver Bali à l'état de « musée vivant » représentait le meilleur atout pour la promotion touristique de l'île, elle impliquait, en contrepartie, de préserver le patrimoine culturel balinais des atteintes corrosives propagées par les touristes. Ce dilemme devait perdurer après l'indépendance de l'Indonésie : promue comme la principale ressource d'un tourisme perçu simultanément comme une menace, la culture balinaise allait devenir à la fois l'image de marque de l'île et le marqueur identitaire par excellence de sa population.

Il est à craindre que cette tension entre promotion touristique et préservation culturelle soit parvenue à son point de rupture. La capitalisation de l'économie balinaise par un tourisme aux fondations toujours plus allogènes, permise par une corruption locale endémique, semble en effet mener l'île vers une alternative dont aucun des termes n'est satisfaisant. Soit Bali devient une sorte de Hawaï post-moderne, sa spécificité culturelle réduite à des références iconiques de plus en plus vides de contenu et sa démographie de plus en plus ethniquement hétérogène, soit ses habitants refusent l'aliénation prospère que les investisseurs leur promettent et tentent de maintenir un contrôle indigène sur leur société et leur culture. Le dilemme des Balinais face au développement touristique de leur île est aujourd'hui devenu si aigu que certains d'entre eux menacent d'aller jusqu'au *puputan* (combat à mort) si le plus grand projet d'aménagement touristique en date, la poldérisation de la baie de Benoa, devait effectivement se réaliser.

Le développement du tourisme à Bali

Comment en est-on arrivé là ? Tout commence avec les *puputan* (1906-1908) de Badung et Klungkung. Par ces « combats à mort » des défenseurs des derniers royaumes indépendants balinais, les Néerlandais achevaient leur prise de contrôle totale sur l'Archipel insulindien. Il leur restait à faire de cet espace colonial un espace économique et administratif pleinement intégré, avec l'aide notamment de la compagnie maritime KPM². Mais un autre phénomène concourait à l'accélération de cette intégration, le tourisme international. De la Méditerranée et l'Orient proche, le Grand Tour des Européens s'élargissait aux Orients lointains et aux Mers du Sud. Avec l'irruption populaire de la photographie, l'Occident découvrait la réalité d'autres beautés que les siennes, celles tant des cultures que des femmes. Devenu esthétisant, le regard colonial

1. Titre de l'un des premiers récits de voyage à Bali en anglais : Hickman Powell, *The Last Paradise*, New York, Jonathan Cape, 1930.

2. *Koninklijke Paketvaart Maatschappij*, la Compagnie des Messageries maritimes royales, fondée en 1888, qui avait le monopole des liaisons maritimes dans l'Archipel.

pouvait désormais accoucher du tourisme. C'est à 1908, l'année même où le dernier royaume balinais tombait devant les armées coloniales, que remontent les débuts du tourisme dans l'Archipel. Cette année-là était fondé à Batavia, sous l'égide du gouvernement colonial, l'Office de Tourisme des Indes néerlandaises. D'abord cantonné à Java, son champ d'action devait s'étendre à Bali en 1914, dès que la pacification de l'île eut permis d'y voyager en toute sécurité. Mais ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque purent circuler en Europe et aux États-Unis les photos de « Balinaises au bain » prises par Gregor Krause³, qu'un engouement pour Bali se fit jour parmi des populations lassées de la guerre et rêvant de quelque ailleurs idéalisé.

Parmi les premiers visiteurs, il faut accorder une considération particulière à la petite communauté d'étrangers qui séjournèrent à Bali dans l'entre-deux-guerres. Des artistes et des intellectuels pour la plupart – sans oublier une poignée d'aventuriers et de commerçants –, ces résidents étrangers constituèrent l'avant-garde aussi bien que la caution culturelle du tourisme élitaire de l'époque coloniale. À ce titre, leur rôle fut celui de médiateurs entre Bali et les touristes, non seulement en accréditant et en diffusant l'image de l'île comme paradis en Occident, mais encore et surtout en identifiant la société balinaise à sa culture, réduite en l'occurrence à ses pratiques cérémonielles et à ses manifestations artistiques. Les récits, dessins, peintures, photographies et films rapportés de leur séjour ont forgé une image enchanteresse de Bali, qui devait être rapidement relayée par les services promotionnels de l'industrie touristique naissante. C'est ainsi que depuis les années 1920 l'île de Bali s'est vue décrite à satiété comme un authentique Jardin d'Eden, le berceau d'une culture demeurée à l'écart de la modernité et de ses vicissitudes, et dont les natifs, dotés d'exceptionnels talents artistiques, consacrent une part considérable de leur temps et de leurs richesses à mettre en scène de somptueuses cérémonies pour leur plaisir et celui de leurs dieux – et désormais pour la plus grande satisfaction de leurs visiteurs⁴.

Limitées à quelques centaines de visiteurs dans les années 1920, les arrivées annuelles de touristes crurent au cours des années 1930 pour atteindre quelque 3 000 visiteurs à la veille de la guerre. Le tourisme demeurait toutefois un phénomène socialement et économiquement marginal. La population restait rurale et l'économie, agraire. Les retombées du tourisme étaient cantonnées à quelques points d'ancrage : à Denpasar, où résidaient la plupart des visiteurs, à Ubud, où se développait un nouveau type de peinture et où le prince local devenait hôtelier, ainsi qu'à Sanur et à Kuta, où se rendaient les touristes amateurs de plage. Il y avait certes dans ces espaces, comme autour des lieux de l'administration coloniale, l'apparition d'une économie marchande, mais

3. Gregor Krause, *Bali. I : Land und Volk, II : Tänze, Tempel, Feste*, Hagen, Folkwang Verlag, 1920.

4. Michel Picard, *Bali. Tourisme Culturel et culture touristique*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Adrian Vickers, *Bali : A Paradise Created*, Singapore, Tuttle Publishing, 2012 [1989].

elle ne touchait pas à la terre, encore inaliénable. Elle se réduisait aux échanges de biens ordinaires et de produits culturels : la danse en particulier, de plus en plus réinventée et formatée, raccourcie et féminisée⁵, ainsi que la peinture, devenue narrative du quotidien et non plus des seuls mythes⁶. L'économie monétaire se généralisait et, avec elle, la capitalisation. Bien qu'on ne le vît pas, le ver était dans le fruit, même s'il n'en changeait pas encore le goût.

L'occupation japonaise de 1942-1945 et le retour des Néerlandais en 1946-1949 furent de simples intermèdes qui ne modifièrent pas cette logique économique. Avec l'indépendance, proclamée dès 1945 mais effective en 1950, il y eut simplement un changement d'acteurs et l'illusion passagère qu'un autre futur, nationaliste, était possible. Le mythe balinaise d'un « paradis tropical » changea, non pas de fonction, mais de bénéficiaire : Bali devint la fierté de la République indonésienne. Le Président Sukarno, dont la mère était balinaise, fit de Bali la vitrine de l'Indonésie dans le monde. Il s'y construisit une superbe résidence présidentielle, patronna la danse balinaise à l'étranger⁷ et se bâtit une collection de peintures dont les femmes, sujet principal, n'avaient rien à envier à ce qu'en laissaient voir les photos de Gregor Krause. Sukarno, et l'ensemble des Indonésiens avec lui, firent leur l'exotisme balinaise des Occidentaux, qui n'étaient plus, pour un temps, que des acteurs mineurs dans le jeu touristique de Bali. Le mythe de Bali s'avérait néanmoins résilient, et ses potentialités financières n'échappèrent pas à certaines élites de Jakarta et à quelques Balinaise aux réflexes rapides. Alors que Sukarno faisait construire, grâce aux réparations de guerre japonaises, l'hôtel Bali Beach, ces esprits avisés commencèrent à acquérir les terrains disponibles sur les plages de Sanur et, dans une moindre mesure, de Kuta. Le socialisme sukarnoïste s'accommodait d'autant mieux de cette spéculation foncière, encore marginale, qu'au même moment la loi agraire de 1960 fournissait la possibilité de transformer les droits coutumiers sur la terre en titres modernes de propriété. Destinée à briser le pouvoir féodal, cette loi théoriquement socialisante établissait les bases de l'aliénation de la terre dont se plaignent aujourd'hui les Balinaise⁸.

Lorsque Sukarno tomba à la fin de 1965, les conditions étaient mûres pour ouvrir l'économie balinaise du tourisme aux investisseurs étrangers. Au même moment apparaissaient les avions gros porteurs, qui ouvraient la porte au tourisme de masse. À peine au pouvoir, les militaires de Jakarta, dorénavant sous la houlette américaine, eurent vite fait de changer de politique économique. Le

5. Michel Picard, « "Cultural Tourism" in Bali: Cultural Performances as Tourist Attraction », *Indonesia*, 49, 1990, p. 37-74.

6. Jean Couteau, « Milieu et peinture. Le cas de Bali », Thèse de doctorat, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1986.

7. John Coast, *Dancers of Bali*, New York, Putnam, 1953.

8. Gusti Ayu Made Suartika, *Morphing Bali. The State, Planning, and Culture*, Sarrebruck, Lambert Academic Publishing, 2010.

développement ne se ferait dorénavant plus par la mobilisation révolutionnaire des populations, mais par une large ouverture aux investissements étrangers. Parmi ceux-ci, priorité serait donnée aux investissements dans le tourisme international, dans le but de redresser la balance nationale des paiements, fortement déficitaire. Déjà auréolée d'une image prestigieuse à l'étranger, l'île de Bali fut choisie pour devenir le pôle du développement touristique de l'Indonésie. En 1969, au moment où était inauguré l'aéroport international de Bali, le gouvernement indonésien commandait un « Plan directeur pour le développement du tourisme à Bali », financé par le PNUD⁹ et réalisé sous l'égide de la Banque mondiale par une firme française la SCETO¹⁰. Révisé en 1974 par la Banque mondiale, ce plan prévoyait de concentrer le gros des touristes à Nusa Dua, dans une enclave balnéaire proche de l'aéroport, tout en leur ouvrant l'accès aux principaux sites touristiques de l'intérieur par la mise en place d'un réseau d'itinéraires d'excursion¹¹. Dans le même temps, on laissait les stations balnéaires de Sanur et de Kuta se développer, en dehors de toute planification.

Placés devant un fait accompli, certains leaders d'opinion balinais accusèrent le Plan SCETO d'être un plan pour le développement du tourisme à Bali et non un plan pour le développement de Bali par le tourisme. En réponse, le gouverneur de la province, Soekarmen (1967-1978), un militaire javanais nommé par Jakarta¹², convoqua en 1971 un séminaire dont les conclusions appréhendaient le tourisme comme un « défi » (*tantangan*)¹³. D'un côté, les participants au séminaire reconnaissaient que les traditions artistiques et cérémonielles qui avaient assuré la notoriété de Bali constituaient sa principale attraction, faisant ainsi de leur culture la plus précieuse « ressource » (*sumber*) pour le développement économique de la province. Mais de l'autre, ils percevaient l'invasion de leur île par des hordes d'étrangers comme une menace de « pollution culturelle » (*polusi kebudayaan*). Pour éviter ce sort funeste, ils préconisèrent un « tourisme culturel » (*Pariwisata Budaya*), qui mettrait à profit l'identité culturelle de Bali pour y attirer les touristes, et utiliserait les revenus du tourisme pour préserver et promouvoir la culture balinaise.

9. Programme des Nations Unies pour le Développement.

10. Société Centrale pour l'Équipement Touristique Outre-Mer : SCETO, *Bali Tourism Study. Report to the Government of Indonesia*, Paris, UNDP/IBRD, 1971.

11. IBRD/IDA, *Bali Tourism Project. Appraisal Report*, Washington, Tourism Projects Department, 1974.

12. Les gouverneurs de province, souvent des militaires, ont été nommés par le gouvernement central jusqu'à la démission du Président Suharto en 1998. Les premières élections universelles directes locales ont eu lieu en 2005.

13. *Hasil Keputusan Seminar Pariwisata Budaya Daerah Bali*, Denpasar, Proyek Pemeliharaan dan Pengembangan Kebudayaan Daerah, 1971.

À l'issue de ce séminaire, quelques réglementations furent adoptées, notamment un zonage touristique ainsi qu'un code architectural qui limitait la hauteur des bâtiments à la taille d'un cocotier et leur faisait obligation d'incorporer des éléments décoratifs de « style balinais ». Mais il s'avéra rapidement que le zonage touristique n'était pas respecté. Les zones « vertes » devinrent la proie de la spéculation, comme ce fut le cas de la région située entre Denpasar et Nusa Dua, qui était censée rester fermée aux investissements. Les investisseurs jakartanais, pour beaucoup liés au régime militaire, obtinrent tous les passe-droits nécessaires pour faire fi des contraintes du tourisme culturel. Les cocotiers disparaissaient donc de Kuta, remplacés par des bâtiments agrémentés ici et là de reliefs du Ramayana ; les spéculateurs s'affairaient autour de Jimbaran et des boutiques poussaient au long de la route de Denpasar à Ubud. Le prix de la terre flambait. Le mythe du « paradis touristique » allait dorénavant reposer moins sur une quelconque réalité visuelle que sur la rhétorique promotionnelle des agences de voyages et des chaînes hôtelières internationales.

Les changements en cours n'échappaient pas à tous. Côté balinais, une première réaction consista, non pas à s'opposer au tourisme, mais à insister pour qu'il restât balinais dans ses critères écologiques et culturels. L'initiateur en fut un médecin respecté, Ida Bagus Adnyana Manuaba, qui proposa dans une série d'articles publiés dans le *Bali Post*, par lesquels il faisait implicitement acte de candidature pour le poste de gouverneur, que le tourisme repose sur un réseau de « boutique-hôtels », construits à la balinaise et répartis dans les espaces ruraux. Un tel concept ne pouvait s'appuyer que sur une maîtrise pleinement autochtone du parc hôtelier. Il posait en outre des problèmes de financement, nécessitant d'orienter en priorité le développement touristique vers les élites balinaises au détriment des affidés jakartanais du régime militaire. C'était trop demander. Une seule visite du Général Sudomo, alors ministre de la Sécurité nationale, suffit, et toute velléité d'Ida Bagus Adnyana Manuaba de devenir gouverneur et de rebaliner le tourisme fut abandonnée. Remisant les tentatives de régulation de son prédécesseur Ida Bagus Mantra (1978-1988), le gouverneur Ida Bagus Oka (1988-1998) se révéla très généreux dans la délivrance des permis de construire aux investisseurs de Jakarta¹⁴. Il créa à cet effet 15 « zones touristiques » (*kawasan wisata*), devenues 21 en 1993, couvrant un quart de la superficie totale de l'île, ce qui suscita de nombreuses protestations. En 1995, un des chercheurs les plus opposés au régime militaire, George Aditjondro, publia un article au titre évocateur – *Bali, Jakarta's Colony*¹⁵ –, dans lequel il dénonçait l'emprise d'une clique de parents et clients de Suharto sur l'économie touristique de

14. Ce qui lui valut le pseudonyme railleur de « Ida Bagus Oke ».

15. George Junus Aditjondro, *Bali, Jakarta's Colony: Social and Ecological Impacts of Jakarta-Based Conglomerates in Bali's Tourism Industry*, Perth, Working Paper, Murdoch University, 1995.

l'île. Et tandis que les abus de pouvoir se multipliaient, en particulier de la part de la famille du président et de ses acolytes, des voix critiques commençaient à se faire entendre dans l'opinion publique balinaise.

Cependant, sous des noms parfois anodins, et comme la version indonésienne d'une nouvelle conscience transnationale dans les domaines de l'écologie, des droits de l'homme ou de la gouvernance, une résistance au régime se structurait sous des apparences apolitiques. La Fondation Wisnu, WALHI¹⁶, Bali Corruption Watch, et d'autres organisations similaires, soutenues par des associations estudiantines, réagissaient à chaque nouvelle intrusion, réelle ou potentielle, d'un investisseur dans une aire considérée « sacrée » (*suci*). Car inévitablement, au fur et à mesure que les investissements touristiques s'emparaient, les uns après les autres, des sites touristiques les plus prometteurs, ils tendaient de plus en plus à interférer avec un aspect ou un autre de la tradition rituelle balinaise. L'adversaire n'était pas le capital ou l'investisseur allogène, c'était le profanateur, le fait que celui-ci n'hésitait pas à se servir de lieux et de symboles associés à la religion balinaise comme atouts et instruments de la promotion de ses intérêts. De plus en plus de Balinais prirent conscience de ce que le concept de « tourisme culturel » n'était qu'une flatterie visant à leur donner l'illusion qu'ils restaient maîtres de l'évolution de leur île. La résistance se manifesta essentiellement dans les dernières années de l'Ordre nouveau, en réaction à deux grands projets d'investissement.

Le premier projet, un « parc culturel » érigé sur la presqu'île de Bukit, fut porté en 1993 par l'artiste balinaise de Bandung Nyoman Nuarta, avec le soutien d'Ida Bagus Oka et du directeur, et futur ministre, du tourisme, Joop Ave. Il projetait la construction d'un monument haut de 125 mètres, un édifice surmonté d'une statue gigantesque – le Garuda Wisnu Kencana (GWK) – dérivée d'une icône de la statuariale balinaise traditionnelle, l'aigle portant Vishnou, destinée à soutenir la comparaison avec la Statue de la Liberté et la Tour Eiffel. Prévu pour accueillir pas moins de 20 000 visiteurs par jour dans un complexe ultra-moderne recréant à l'américaine la réalité imaginaire de Bali, le GWK entérinait le tourisme de masse qui était en train de s'imposer à Bali. Il reçut un accueil mitigé de la part des Balinais, réticents à l'appropriation de leur univers religieux par le tourisme international. Néanmoins, promu par un Balinais, il ne suscita pas la même opposition que celle rencontrée quelques mois plus tard par le Bali Nirwana Resort (BNR). Lancé par un puissant conglomérat indonésien, le groupe Bakrie, ce projet d'hôtel de luxe de 300 chambres et d'un golf de 18 trous sur 120 hectares, dans une des régions rizicoles les plus riches de l'île, offrait à ses clients une vue directe sur le temple de Tanah Lot, l'un des plus iconiques de Bali¹⁷. L'opposition ne resta

16. Wahana Lingkungan Hidup Indonesia, organisation indonésienne de protection de l'environnement, affiliée à Friends of the Earth International.

17. Carol Warren, « Tanah Lot: The Cultural and Environmental Politics of Resort Development

pas limitée à des débats dans le *Bali Post*, comme ce fut le cas pour le GWK, et elle comprenait, outre des Balinais protestant contre la profanation d'un de leurs espaces sacrés, des activistes et des écologistes, et surtout des étudiants de toutes origines et confessions. Le BNR devint ainsi l'un des laboratoires d'une opposition nationale aux effets pervers du développement de l'Ordre nouveau. La mobilisation de l'opinion publique balinaise poussa le Concile indonésien de l'hindouisme (Parisada Hindu Dharma Indonesia) à édicter un *bhisama*, l'équivalent d'une *fatwa* islamique, qui décrétait qu'une distance de deux kilomètres devait être observée entre le temple et toute construction étrangère au culte¹⁸. Mais comme bien souvent en Indonésie, il s'agissait davantage d'une manœuvre destinée à sauver la face que d'une mesure susceptible d'être effectivement mise en œuvre – laquelle aurait abouti à bloquer le projet. Le mouvement de protestation fut finalement enrayeré par l'intervention de l'armée et par une donation du groupe Bakrie aux autorités religieuses balinaises, et la construction du complexe touristique se poursuivit sans plus d'encombres, après quelques concessions de façade.

Deux nouveaux projets d'aménagement touristique furent alors engagés par l'élite du pouvoir à Jakarta en partenariat avec des investisseurs étrangers. Le premier d'entre eux donnait une sorte d'avant-goût du projet actuel de poldérisation de la baie de Benoa. Sous l'appellation de Bali Turtle Island Development, il prévoyait la construction d'un ensemble touristique sur une superficie totale de 481 hectares, comprenant l'essentiel de l'île de Serangan, augmentée d'un espace poldérisé sur son pourtour. Les commanditaires en étaient deux fils du président, Bambang Trihatmodjo et Tommy Suharto, associés à d'autres investisseurs dont une entreprise de l'armée, PT Pembangunan Kartika Udayana. En dépit des protestations qu'il souleva du fait de la présence d'un temple encore plus sacré que Tanah Lot à proximité, le Pura Dalem Sakenan, ce projet aurait certainement vu le jour n'eut été la crise économique de 1997-1998 et la chute subséquente du régime. La compagnie gérant ce projet fut finalement déclarée en faillite en 2013. Le second projet était le Bali Pecatu Indah Resort, contrôlé par Tommy Suharto. Situé dans le village de Pecatu, sur la côte ouest de Bukit, ce projet s'étendait sur 400 hectares. Il devait lui aussi comprendre golf, hôtels, villas, etc. Pour libérer la terre de ses occupants, qui avaient depuis longtemps développé hébergements et restaurants pour y accueillir surfeurs et autres touristes, Tommy Suharto fit appel à des hommes de main liés à l'armée. La

in Bali », in Philip Hirsch & Carol Warren (eds), *The Politics of Environment in Southeast Asia. Resources and Resistance*, London & New York, Routledge, 1998, p. 229-261.

18. *Keputusan PHDI Pusat N°11/Kep/1/PHDIP/1994 tentang Bhisama Kesucian Pura*. La publication de ce *bhisama* a été retardée en raison de la réticence du secrétaire général du Parisada à la signer. Il s'avère que ce dernier était à l'époque un colonel de police, Ida Bagus Suyasa Negara, sur lequel sa hiérarchie a fait pression pour le dissuader de parapher le document. Cf. Ida Pangelingsir Agung Putra Sukahet, *Hindu Bali. Menjawab Masalah Aktual*, Denpasar, Wisnu Press, 2016, p. 134-135.

Commission indonésienne des Droits de l'Homme (Komisi Nasional Hak Asasi Manusia) se mêla de l'affaire. La chute du régime interrompit opportunément le développement du projet, lequel ne reprit véritablement qu'en 2006. Seule une partie a été aménagée depuis lors.

La crise financière asiatique de 1997 déboucha en Indonésie sur une crise politique, économique et sociale, qui provoqua la démission du Président Suharto en 1998. La chute du régime libéra des forces centrifuges dans toutes les régions, ouvrant une ère de réformes (*Reformasi*) caractérisée par un processus de décentralisation et une réaffirmation des identités culturelles, ethniques et religieuses, sur fond de montée en force de l'islam politique. Grâce au tourisme, Bali fut toutefois moins affectée par la crise que d'autres régions, dans la mesure où son insertion dans les réseaux internationaux rendait l'économie de l'île moins dépendante des subsides de l'État. Mais la prospérité générée par le tourisme allait engendrer un mouvement migratoire des îles avoisinantes en direction de Bali. Il s'ensuivit une arrivée massive de prolétaires et de petits marchands – musulmans pour la plupart – qui suscita rapidement une crispation identitaire des Balinais, semant les germes d'une discrimination ethnique et religieuse dans l'île. Le développement du tourisme a ainsi considérablement modifié la stratification sociale à Bali, en générant l'apparition de populations allogènes aux deux extrémités de l'échelle sociale – avec, d'un côté, une grande bourgeoisie d'affaires indonésienne et ses associés étrangers, qui contrôlent l'industrie touristique et s'en approprient la plupart des bénéfices, et de l'autre, la majorité du prolétariat employé dans les chantiers de construction et le secteur informel. Néanmoins, les tensions résultant de cet état de fait socio-économique ne sont pas formulées comme telles mais en termes simultanément ethniques et religieux. Car l'intrusion d'allochtones a entraîné une exacerbation mimétique du sentiment identitaire des populations en présence – hindous indigènes *versus* musulmans allogènes¹⁹.

La situation socio-économique de l'île

Le rythme et les modalités du développement touristique, autant que les mutations sociales et culturelles qui l'accompagnent, constituent, comme il vient d'être rappelé, des facteurs de tensions. L'analyse socio-économique fournit un autre éclairage à ces dernières. Il n'est en effet pas inutile de questionner les effets du « développement » dans cette île pesant respectivement pour moins de 0,3 % et de 2 % du territoire national en superficie et en population, mais contribuant, avec près de quatre milliards de dollars américains en 2011, à hauteur de 46 % des recettes nationales du tourisme²⁰. Bali a connu une croissance conséquente du nombre de touristes

19. Jean Couteau, « Bali : crise en paradis », *Archipel*, 64, 2002, p. 231-254.

20. Statistiques obtenues auprès du Bureau du tourisme du gouvernement de Bali (Denpasar), en mars 2013.

étrangers, de 24 000 en 1970 à près de 5 millions en 2016²¹. Ce développement s'est accompagné d'un changement dans la structure de la clientèle, laquelle est aujourd'hui dominée par les touristes intra-régionaux et notamment asiatiques. Parallèlement, longtemps dédaignés par l'industrie touristique, les touristes indonésiens sont devenus un objet d'attention et la cible d'opérations de marketing à partir de la crise de 1997. En témoigne la croissance continue de leur nombre, de 2,4 millions en 2005 à plus de 7 millions dix ans après. La montée en puissance de nouvelles clientèles provenant en majorité des grandes villes d'Asie de l'Est, Indonésie comprise, n'est pas anodine : nombre des nouveaux développements touristique-immobiliers, souvent massifs et de style « urbain », s'adressant prioritairement à ces clientèles, elle contribue de façon significative, autant que le changement de l'origine des investissements, à la reconfiguration en cours des stations touristiques. Quoi qu'il en soit, en additionnant les visiteurs étrangers et indonésiens, ce sont au total plus de 12 millions de touristes qui arrivent dorénavant sur l'île. L'objectif du gouvernement, à l'horizon 2019, est de recevoir 8 millions de touristes étrangers à Bali, sur un total de 20 millions attendus en Indonésie.

La croissance de la fréquentation touristique s'est accompagnée d'une évolution significative de la capacité hôtelière. Mais l'évaluation chiffrée de celle-ci est plus problématique encore. De grandes variations sont observées selon les sources : à titre d'exemple, les statistiques officielles de 2015²² donnent le chiffre de 31 596 chambres en hôtels classés (de 1 à 5 étoiles), alors que l'étude de Collier International consacrée en 2016²³ aux hôtels de 3 à 5 étoiles cite le chiffre de 59 579 chambres pour ces seules catégories d'hôtels. La capacité d'accueil en hôtels non classés est également source d'incertitudes. Selon les statistiques officielles, ces derniers réunissent 28 717 chambres. Officiellement, Bali abriterait donc environ 60 000 chambres au total. Le président de la branche balinaise de l'Association des hôtels et restaurants indonésiens (PHRI-Bali), Tjokorda Oka Artha Ardhana Sukawati, évoque quant à lui régulièrement le chiffre total de 130 000 chambres. De fait, la capacité hôtelière exacte est inconnue. Les statistiques officielles ne comptabilisent pas, par exemple, les résidences hôtelières (Condotels) et les villas locatives, alors que ces deux formules d'hébergement ont connu une croissance importante à partir des

21. Bureau du tourisme du gouvernement de Bali, 2016, « arrivées de touristes étrangers par mois, 2008-2016 ». En 2015, sur les plus de 4 millions de touristes, 77 886 étaient arrivés par bateau. Basé sur les arrivées internationales directes (Bali comme porte d'entrée sur le territoire indonésien), le chiffre concernant les touristes étrangers a cependant toujours eu pour effet de minorer la fréquentation réelle de Bali. En effet, les touristes étrangers arrivant par avion ou par bateau d'une autre région d'Indonésie en sont exclus. D'autre part, les statistiques relient rarement l'activité internationale à celle intérieure, cette dernière prédominant aujourd'hui.

22. Bureau des statistiques de Bali, *Provinsi Bali dalam Angka 2016 / Bali Province in figures 2016*, 2016, p. 363, 373.

23. Ferry Salanto, « Bali Hotel / Hotel Sector », *Collier International*, 31 octobre 2016.

années 2000. La capacité hôtelière constitue une information sensible, car elle est un argument régulièrement mobilisé pour dénoncer les excès de l'offre par rapport aux besoins, dans un contexte où le taux d'occupation reste modeste (environ 60 % pour les hôtels classés et 30 % pour les hôtels non classés en 2015). Toujours est-il que Bali est depuis longtemps la province qui dispose de la plus grande capacité hôtelière dans l'Archipel.

Bali a, sans conteste, tiré des avantages socio-économiques de cette position et constitue à ce titre l'une des provinces les mieux loties du territoire national, au côté de Jakarta. Selon les chiffres officiels de 2015²⁴, environ un tiers de la population totale ayant un emploi travaille directement dans le tourisme, et la part de population liée à ce secteur est encore plus élevée si l'on considère les activités induites, comme la construction et l'agriculture. Le tourisme a ainsi permis de réduire de façon significative, depuis le début des années 1990, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté (5,25 % en 2015 contre plus de 11 % de moyenne nationale). Parallèlement, le taux de chômage (2 %) y serait trois fois inférieur à la moyenne nationale. On attirera cependant l'attention sur le fait que le concept de « chômage » diffère ici de celui en usage dans les pays occidentaux, dans un contexte où une grande partie de la population active est employée dans l'économie domestique et informelle. De surcroît, beaucoup de diplômés se trouvent durablement sans emploi. La bonne situation socio-économique souvent vantée de Bali mérite ainsi d'être nuancée²⁵. En particulier, le développement touristique s'y est accompagné d'un accroissement des inégalités, que reflète l'indice de Gini²⁶, supérieur à 0,40 entre 2011 et 2014 (à l'instar de Jakarta et de la moyenne nationale), alors qu'un indice de 0,40 et plus est jugé constituer un seuil d'alerte quant aux risques de troubles sociaux²⁷. Le succès touristique s'est également traduit par une croissance démographique rapide de l'île, peuplée en 2015 de 4,2 millions d'habitants. C'est sans surprise dans le département de Badung et à Denpasar que le taux de croissance a été le plus fort, avec l'arrivée de populations provenant d'autres îles de l'Archipel. Par ailleurs, Bali a longtemps été marquée par un salaire mensuel minimum bas, non seulement

24. Bureau des statistiques de Bali, *Bali Province in figures 2016*, op. cit., p. 116, 117, 195, 552-553.

25. Christine Cabasset, « Within-country spatial inequalities and local governance capacity: the case of Indonesia », in Bruno Jetin & Mia Mikic (eds), *ASEAN Economic Community 2015: A model for Asia-wide regional integration?*, New York, Palgrave Macmillan et Bangkok, IRASEC, 2016, p. 311-328.

26. L'indice ou coefficient Gini est la mesure la plus simple et répandue du degré d'inégalité de la distribution des revenus dans un groupe donné. Ce coefficient est un nombre qui s'échelonne de 0 à 1, où 0 correspond à une parfaite égalité de distribution dans le groupe concerné et 1 correspond à une inégalité totale.

27. UN-DESA, *Inequality Matters. Report of the World Social Situation 2013*, New York, Nations Unies, Département des Affaires sociales et économiques, 2013. À signaler que l'indice Gini a baissé à 0,38 en 2015. <https://bali.bps.go.id>

bien inférieur à celui de Jakarta, mais aussi en décalage avec le coût de la vie dans une telle destination touristique, compte-tenu du surcroît des dépenses afférentes aux nombreuses – et coûteuses – cérémonies religieuses. Encore de 1,2 million de rupiah (environ 90 \$US) en 2013, le salaire minimum a fait l'objet d'une importante hausse en 2016 pour atteindre 1,8 million de rupiah (plus de 130 \$US), et près de 2 millions de rupiah (près de 150 \$US) en 2017, chacun des neuf départements ou municipalité de l'île s'étant vu attribuer au minimum ce montant²⁸. On aura à l'esprit cependant que dans un contexte où l'économie informelle domine, seules les personnes employées dans l'administration ou dans de grandes entreprises, notamment internationales, bénéficient de ce salaire, la majeure partie de la population vivant avec des revenus bien inférieurs. Enfin, l'île présente de grandes inégalités spatiales et sociales dans le domaine du tourisme, entre le département de Badung et la ville de Denpasar, qui concentrent les hébergements hôteliers, les restaurants, agences de voyages, etc., et les autres départements qui bénéficient de moindres ressources économiques.

Si le salaire et l'emploi sont importants, l'accès au logement, à l'école, à la santé, aux transports et autres services publics influent sur les inégalités et la pauvreté. Sous l'impulsion du gouverneur Made Mangku Pastika (2008-2018) ont été ainsi initiées plusieurs mesures socio-économiques, parmi lesquelles l'accès aux soins, gratuit ou à coût modéré, dans les hôpitaux publics (2010) et la mise en place progressive (2011) d'un service de bus réguliers sur les principaux axes routiers dans le sud de l'île. En dépit de progrès significatifs récents, reflétés notamment par une hausse du salaire minimum, une baisse de l'indice de Gini, et un meilleur accès à l'éducation et à la santé, la situation socio-économique de Bali continue pourtant à porter en germe des risques de conflits sociaux. Ceci est dû en particulier à la persistance du décalage ressenti entre le niveau de développement touristique, de ressources financières et de notoriété, reposant sur une mise en tourisme intensive et accélérée de l'île, et les bénéfices socio-économiques et humains des populations locales, particulièrement des plus défavorisées. Les fractures socio-économiques et culturelles générées par le tourisme, observées dès les années 1980, n'ont fait que s'amplifier face à un aménagement touristique estimé occasionner des dommages environnementaux, reposer sur des abus économique-politiques liés à la corruption, être dominé par « Jakarta », et plus globalement révéler une faiblesse de la gouvernance²⁹.

28. *Lampiran Peraturan Gubernur Bali, Tanggal 10 November 2016 Nomor 67 Tahun 2016 tentang Upah Minimum Kabupaten/Kota.*

29. Christine Cabasset, « Le tourisme en Indonésie, un enjeu local et national en quête de gouvernance », in Rémy Madinier (dir.), *Indonésie contemporaine*, Bangkok, IRASEC et Paris, Les Indes Savantes, 2016, p. 449-480.

La politisation de l'identité balinaise

L'un des faits marquants de la période postérieure au changement de régime est la politisation de l'identité balinaise. Une évolution des mentalités était déjà suscitée par les mutations structurelles de la société balinaise, au nombre desquelles on mentionnera la transformation d'une économie agraire en une économie de services touristiques, l'urbanisation, l'aliénation des terres, l'immigration et surtout la radicalisation de l'islam politique, stimulée par la *Reformasi*. La pression islamique a pris un tour aigu en octobre 1998, à la suite des remarques provocatrices d'un ministre du Président Habibie, A.M. Sjaefuddin. Celui-ci avait déclaré dans un quotidien islamique que Megawati Sukarnoputri, la fille de Sukarno, candidate favorite des Balinais aux élections de 1999, n'était pas digne de concourir pour la présidence car elle n'était pas musulmane mais hindoue. Il faisait allusion au fait que Megawati – dont la grand-mère maternelle était balinaise – avait coutume de prier dans les temples lors de ses visites à Bali. Cette insulte à leur identité religieuse a suscité une protestation vigoureuse des Balinais et entraîné des manifestations massives dans l'île. Un comité d'activistes hindous s'est formé, qui menaçait de se battre pour l'indépendance de Bali (*Bali Merdeka*) tant que Sjaefuddin n'aurait pas présenté sa démission. La tension a fini par retomber, en dépit du fait que le ministre soit resté à son poste. Mais l'atmosphère s'est à nouveau enflammée en octobre 1999, lorsque Megawati a dû céder la présidence de la République à Abdurrahman Wahid. L'échec de leur candidate a déclenché des émeutes à Bali, qui ont visé tout particulièrement les immigrés musulmans. Depuis lors, si l'idée de l'indépendance de Bali a perdu de son actualité, en revanche le projet ethnonationaliste de « Bali pour les Balinais » a fait son chemin³⁰.

L'attentat terroriste du 12 octobre 2002, qui fit plus de 200 morts, accentua encore la tension, même si les Balinais n'ont pas cédé à la tentation de se venger contre les musulmans établis dans leur île, dès lors qu'il s'est avéré que les auteurs de l'attentat se réclamaient de l'islam. Leurs premières réactions ont témoigné de la résilience de la mentalité balinaise prémoderne, en dépit des transformations en cours. La plupart des Balinais s'identifiaient encore avant tout comme membres de leur communauté villageoise traditionnelle. C'est pourquoi ils ont perçu l'attentat non comme une attaque de Bali par l'islam, mais comme un signe de désordre cosmique dont il fallait endiguer les forces maléfiques par des rites appropriés. Ce fut l'objet de l'exorcisme géant du *Pamarisuddha Karipubhaya*, destiné à purifier le site du carnage de toute trace de pollution (*leteh*) et à restaurer l'ordre cosmique en libérant les âmes des défunts de leurs attaches terrestres³¹.

30. Adrian Vickers, « Bali Merdeka ? Internal migration, tourism and Hindu revivalism », in Minako Sakai (ed.), *Beyond Jakarta. Regional autonomy and local society in Indonesia*, Adelaide, Crawford House, 2002, p. 80-101.

31. Jean Couteau, « After the Kuta Bombing. In Search of the Balinese "Soul" », *Antropologi*

Cette lecture traditionnelle, et non politique, d'un acte fondamentalement politique, allait néanmoins de pair avec une forte affirmation identitaire balinaise. C'est qu'au moment de l'attentat les sociétés villageoises étaient en pleine réorganisation. Mettant à profit les lois de décentralisation de 1999-2001, le gouverneur de Bali, I Dewa Made Beratha (1998-2008), a restauré en 2001 les prérogatives des villages coutumiers (*desa pakraman*), en leur assignant notamment pour mission de contrôler sur leur territoire l'installation de migrants indonésiens (*pendatang*) et en instaurant un système de sécurité autonome avec la formation de milices villageoises (*pecalang*). Cette affirmation identitaire ne s'est toutefois pas limitée aux seuls villages. Les mutations en cours changeaient en effet le point de fixation de l'identité, qui a pris une tournure de plus en plus ethnique et religieuse. Comme cette mutation identitaire va de pair avec une perte de contrôle des populations locales sur leur économie et une immigration musulmane conjuguée à une affirmation de l'islam indonésien, il est clair qu'elle est porteuse de risques politiques majeurs.

On peut retenir trois manifestations distinctes de la mutation identitaire en cours. Parallèlement à la formation de milices villageoises, on note tout d'abord l'apparition ou la réactivation d'organisations de masse (*ormas*), telles que le Forum Peduli Denpasar, Laskar Bali, Baladika ou encore Bali Bersatu. Créées à partir de groupes informels de voyous (*preman*) au service de l'Ordre nouveau, alimentées ensuite par les *pecalang* de villages, ces organisations se sont développées rapidement, de concert d'abord avec le tourisme, dont elles géraient les aspects les plus troubles (drogue, prostitution, rackets), puis avec les partis politiques issus de la *Reformasi*, dont elles fournissent souvent l'encadrement sécuritaire. L'aspect mafieux de ces énormes *ormas*³², leur forte implantation dans les villages et les conflits violents qui les opposent fréquemment en font une menace permanente pour la sécurité de l'île. Le gouvernement régional parle régulièrement de les interdire, mais rien n'a jamais été entrepris, en raison des multiples liens qu'elles ont tissés avec les organes de l'État et le monde des affaires.

Pour compliquer plus encore le visage politique contemporain de Bali, il faut également mentionner l'apparition d'un discours identitaire hindou-balinais formulé par un jeune politicien ambitieux, Vedakarna, qui s'est fait introniser « Raja Majapahit » sous le titre de Abhiseka Raja Majapahit Bali Sri Wilatikta Tegeh Kori Kresna Kepakisan XIX. Fils d'un politicien nationaliste de la période sukarnienne, à la tête d'une université et de nombreuses fondations, il a ouvert un musée à la gloire de Sukarno et s'est fait élire en 2014 comme l'un des quatre sénateurs représentant la province de Bali à

Indonesia, 27/70, 2003, p. 41-59.

32. 34 000 pour Baladika, et sans doute un peu moins pour Laskar Bali, selon des informations données par le chef des Baladika à une interview menée par des enseignants de l'Université Udayana le 15 décembre 2016.

l'Assemblée des régions (DPD)³³ de Jakarta. Ses faits et gestes sont couverts quasi-quotidiennement dans le *Bali Post*. Ce journal ne manque en effet jamais de mentionner ses interventions qui, tout en défendant les Balinais au nom du nationalisme face aux discriminations dont ils sont l'objet, n'en aboutissent pas moins à une cristallisation identitaire de plus en plus marquée.

C'est également ce même *Bali Post*, le principal quotidien de l'île, qui a promu le mot d'ordre *Ajeg Bali* (« Bali Debout ») en réponse à l'attentat islamique de 2002. Aux dires de son initiateur, Satria Naradha³⁴, le mouvement *Ajeg Bali* a pour objectif de défendre et de préserver l'identité, la culture et l'environnement de Bali. Selon lui, la situation critique de Bali n'est pas due seulement à l'attentat, mais également au fait que les Balinais ont perdu le contrôle de leur île, qui est envahie par les immigrés, exploitée par les investisseurs étrangers, colonisée par Jakarta et menacée par l'islam, au point que les Balinais sont en train de devenir des étrangers sur leur propre terre. S'il a suscité des réactions contradictoires dans l'opinion publique balinaise, ce nouveau slogan s'est rapidement avéré incontournable, et on l'a retrouvé inmanquablement dans tout discours traitant de Bali et de son devenir durant les années qui ont suivi l'agression islamique, tant celle-ci a exacerbé chez les Balinais le sentiment de leur vulnérabilité en tant que minorité ethnique et religieuse au sein de l'État-nation indonésien³⁵.

Mais comme tous les slogans, avec le temps *Ajeg Bali* a fini par épuiser son pouvoir d'attraction et un nouveau cri de ralliement est venu prendre sa place : *Bali Tolak Reklamasi Teluk Benoa* (« Bali refuse la poldérisation de la baie de Benoa »), en réponse non plus à un attentat islamiste cette fois mais à une agression d'une autre nature, un gigantesque projet d'aménagement touristique à la pointe sud de l'île.

En juillet 2013, les Balinais apprenaient par la presse que quatre investisseurs étaient en concurrence sur un projet de développement dans la baie de Benoa, comprenant un parc d'attractions de type Disneyland, des hôtels, des villas, des appartements, des bureaux, des centres commerciaux et même un circuit de Formule 1. Interpellé par un député de l'assemblée législative provinciale (DPRD Bali)³⁶ au sujet de ce projet, le gouverneur de Bali, Made Mangku Pastika, affirmait contre toute évidence n'en être pas informé, tout en faisant valoir que la poldérisation de la baie permettrait d'éviter de bétonner plus avant les rizières. Peu après ces dénégations en haut

33. Dewan Perwakilan Daerah Republik Indonesia, Chambre des Représentants des Régions de la République d'Indonésie, instaurée en 2004.

34. ABG Satria Naradha (dir.), *Ajeg Bali. Sebuah Cita-cita*, Denpasar, Pustaka Bali Post, 2004.

35. Michel Picard, « Balinese identity as tourist attraction: from Cultural Tourism (*Pariwisata Budaya*) to Bali Erect (*Ajeg Bali*) », *Tourist Studies*, 8/2, 2008, p. 155-173.

36. Dewan Perwakilan Rakyat Daerah Provinsi Bali, Chambre des Représentants du Peuple de la Province de Bali.

lieu, le *Bali Post* révélait à ses lecteurs que le gouverneur avait en fait signé le 26 décembre 2012 un décret autorisant l'entreprise PT Tirta Wahana Bali Internasional (TWBI) à développer 838 hectares sur la baie de Benoa, avec une concession de trente années et la possibilité d'une prolongation de vingt ans³⁷. Cette autorisation se basait sur une étude de faisabilité réalisée par le Centre d'études de l'environnement de l'Université Udayana, certifiant que la poldérisation ne porterait pas atteinte à l'écosystème de la baie. Interrogés par les journalistes, les universitaires concernés ont alors déclaré que leur étude n'était pas terminée et que ses résultats n'étaient donc pas encore disponibles.

Très rapidement, les principaux acteurs de l'industrie touristique balinaise, les milieux intellectuels et les activistes de diverses ONG ont manifesté leurs appréhensions à l'égard du projet, ne manquant pas de souligner l'excédent d'équipements touristiques dans le sud de l'île. Selon les opposants, outre les risques d'inondation et les dégâts irrémédiables causés à l'écosystème marin et à la mangrove bordant la baie de Benoa, son développement touristique ne ferait qu'aggraver la pénurie d'approvisionnement en eau et en électricité, ainsi que la pollution et les embouteillages endémiques dans la région. Ils rappelaient la catastrophe écologique de l'île de Serangan provoquée par son développement touristique, jamais achevé à ce jour. Et ils relevaient que la baie de Benoa était classée en aire de conservation maritime (*kawasan konservasi*) par un décret présidentiel datant de 2011 (*Peraturan Presiden No. 45/2011*), de sorte que le décret du gouverneur était illégal et qu'il devait être révoqué.

Confronté à la montée de ce mouvement d'opposition, le gouverneur annonçait peu après qu'il révoquait le permis octroyé à TWBI. Mais dans la foulée il accordait le 16 août 2013 à cette même société l'autorisation de réaliser une étude prévisionnelle sur la poldérisation de la baie de Benoa³⁸. En septembre, le recteur de l'Université Udayana déclarait finalement que le projet de développement présenté par TWBI s'avérait en fait « techniquement impraticable, environnementalement dommageable, socio-culturellement préjudiciable et économiquement non viable »³⁹. Néanmoins, le 30 mai 2014, peu avant la fin de son mandat, le Président Susilo Bambang Yudhoyono publiait un décret présidentiel (*Peraturan Presiden No. 51/2014*) révoquant le statut de réserve naturelle de la baie de Benoa, qui devenait dès lors pleinement aménageable (*kawasan budidaya*).

37. SK 2138/02-C/HK/2012 tentang Izin dan Hak Pemanfaatan, Pengembangan dan Pengelolaan Wilayah Perairan Teluk Benoa Provinsi Bali.

38. SK 1727/01-B/HK/2013 tentang Izin Studi Kelayakan Rencana Pemanfaatan, Pengembangan dan Pengelolaan Wilayah Perairan Teluk Benoa.

39. « Hasil Final FS Unud. Reklamasi Tak Layak », *Bali Post*, 3 septembre 2013.

Le « méga-projet » touristique Nusa Benoa

La baie de Benoa occupe une superficie totale d'environ 2 800 ha. Cernée par différents reliefs, comme Tanjung Benoa, le port de Benoa et l'île Serangan à l'est, le Bukit au sud, l'isthme de Tuban et Kuta à l'ouest, et la partie continentale de Bali au nord, cette baie apparaît fermée. Elle est également peu profonde, ce qui explique qu'à l'exception du chenal qui la relie à la mer entre Tanjung Benoa et l'île de Serangan, la plus grande partie de sa surface est à découvert à marée basse. Occupé en grande partie par des mangroves, le pourtour intérieur de cette baie forme un espace naturel qui contraste avec la forte densité de population et des activités touristiques du pourtour extérieur. Se concentrent sur ce dernier 12 villages et 150 000 habitants qui tirent la majeure partie de leurs revenus, non pas de la baie elle-même, mais de la mer – et des activités liées, hôtellerie, restaurants, sports nautiques – à laquelle ils ont accès par le versant ouest de l'isthme dans le cas de Jimbaran et de Kuta, et le versant est de la péninsule dans le cas de Tanjung Benoa. La baie est cependant une source de revenus directe pour certaines populations riveraines, notamment des villages de Tanjung Benoa et Bualu. On estime que 500 pêcheurs y seraient encore actifs⁴⁰, mais les résidents contrôlent et opèrent surtout quasi intégralement l'ensemble des sports nautiques, la desserte par bateau de l'île de Pudut, les centres d'accueil et d'animations liés aux tortues, les restaurants et les transports en taxis locaux. Durant les week-ends, jours fériés et vacances scolaires, l'activité y est incessante, avec l'afflux de touristes, indonésiens surtout, mais aussi étrangers, en particulier asiatiques. Ce qui explique que l'industrie touristique locale ne voit pas d'un très bon œil tout projet de grande envergure dans ce domaine en mesure de concurrencer ses activités économiques.

Nommé « Nusa Benoa », et s'inspirant de « Palm Beach » à Dubai, le projet touristique-immobilier d'aménagement de la baie de Benoa promu par TWBI concerne la mise en place d'une troisième enclave touristique⁴¹ à Bali, aux côtés de celles de Nusa Dua, conçue par le gouvernement au début des années 1970 et mise en fonction en 1981, et de Bali Pecatu Indah Resort, élaborée en 1994-1995 et en fonctionnement une quinzaine d'années plus tard. Administrativement parlant, le projet de Benoa relève des départements de Badung dont le sud concentre déjà la majeure partie des infrastructures et des activités touristiques⁴², et de la ville de Denpasar. Dans sa version

40. Wayan Suantika, « Resistensi Masyarakat Lokal terhadap Kapitalisme Global: Studi Kasus Reklamasi Teluk Benoa Bali Tahun 2012-2013 », *Jurnal Hubungan Internasional*, 8/1, 2015, p. 55.

41. Une enclave touristique est un lieu fermé et créé *ex-nihilo* pour le tourisme, sans population locale résidente, maîtrisé et géré par un acteur, promoteur en général, à la différence de la station touristique, née sur les bases d'un village existant. Cf. Mathis Stock (dir.), *Le Tourisme. Acteurs, lieux et enjeux*, Paris, Belin, 2003.

42. Le département de Badung abrite la majeure partie des stations touristiques de l'île, selon un linéaire dont le cœur est Tuban, Kuta et Legian, et qui s'étire aujourd'hui, vers le sud, à

actualisée, l'aménagement consiste à créer douze îlots artificiels, sur une superficie de 700 hectares, soit près du double de la superficie de chacune des enclaves touristiques existantes. Réparties sur la majeure partie de la baie, ces îles conduiraient de fait à une transformation écologique, paysagère et urbaine conséquente de cette dernière, et plus généralement de toute la région du sud de Bali. Dans une Indonésie soucieuse d'accélérer son développement touristique, Bali n'a cependant pas l'apanage des grands projets. Au sud de l'île de Lombok, le projet Mandalika, mené par la société d'État Indonesia Tourism Development Corporation (ITDC), à laquelle on doit Nusa Dua à Bali, y est actuellement en cours de construction sur 1 200 hectares⁴³.

Selon les informations fournies par l'aménageur⁴⁴, la réalisation physique du projet de Benoa reposerait sur l'élévation des îles à une hauteur adaptée aux besoins d'évacuation en cas de tsunami, ainsi qu'à la montée de la mer due au changement climatique dans les 100 ans à venir. L'une de ces îles est Pudut, laquelle, d'un hectare aujourd'hui, retrouverait « sa superficie originale » de 8 hectares pour être entièrement dédiée à la culture locale et aux activités religieuses, et dont l'attraction touristique qu'elle formerait alors serait placée sous la responsabilité conjointe de TWBI et des populations locales. Les espaces inter-îles seraient parallèlement creusés afin de constituer un réseau de canaux de 2,50 mètres de profondeur pour faciliter une circulation par voie d'eau. La mangrove existante serait non seulement conservée, mais aussi développée, et les temples et lieux de culte présents sur le site seraient respectés. Les équipements bâtis sur 400 ha (soit 60 % de la superficie de la poldérisation) intègrent des attractions touristiques, telles qu'un jardin botanique et un parc à thème de type Disney World, des zones résidentielles combinant maisons de ville, appartements, hôtels et villas privatives, dont un ensemble d'éco-chalets sur pilotis avec vue sur la mangrove, une marina, un centre de convention, nombre de restaurants et plusieurs galeries commerciales. D'autres sources font aussi état d'un casino (en principe interdit en Indonésie), auquel certains attribuent la raison d'être principale du projet. On notera que le projet Nusa Benoa s'articule autour de l'autoroute à péage surplombant la baie de Benoa (*Jalan Tol Bali Mandara*), reliant l'aéroport, la station touristique de Nusa Dua et le port de Benoa, construite avec des fonds publics et inaugurée en 2013, qui apparaît rétrospectivement comme le premier jalon du développement projeté par TWBI. Il est intéressant de souligner que le prix de la terre⁴⁵, mais aussi le

l'ensemble du Bukit, y compris les stations de Nusa Dua et Tanjung Benoa au sud-est, et vers le nord, à Seminyak et au-delà.

43. Il s'agit d'un projet initialement élaboré à la fin des années 1980 par les deux fils du président Suharto, les terres ayant été achetées à cette période.

44. AG Network/Artha Graha Peduli/Forum Peduli Mangrove Bali/TWBI, « Benoa Bay Revitalization », daté du 9 juin 2016. Document transmis aux auteurs de cet article ; et <http://nusabenoa.com/>

45. Selon les informations recueillies auprès de professionnels, le prix de la terre en bord de

manque de parcelles d'une certaine envergure disponibles dans le sud de l'île, incitent les investisseurs à se tourner vers la poldérisation. Dans un contexte où l'on estime qu'environ 1 000 hectares de terres – souvent des rizières – disparaissent chaque année du fait de l'urbanisation, on aurait pu penser que cette solution était de nature à satisfaire l'opinion publique balinaise. C'est d'ailleurs sans doute ce qui explique que les premières conclusions de l'étude de faisabilité réalisée par l'Université Udayana, rendues à l'été 2013, aient été positives, avant de finalement déconseiller la réalisation du projet quelques mois plus tard.

L'aménageur principal est la société Tirta Wahana Bali International (TWBI), une société immobilière du groupe Artha Graha contrôlé par l'homme d'affaires sino-indonésien Tomy Winata, laquelle est prête à investir trois milliards de dollars⁴⁶ pour la création des îles et infrastructures de base nécessaires, l'implantation des infrastructures d'accueil et de loisirs étant à la charge des futurs développeurs. Artha Graha comprend de nombreuses sociétés dans les secteurs bancaire, hôtelier et immobilier, ainsi qu'agroalimentaire⁴⁷. Bali lui doit déjà l'hôtel cinq étoiles Discovery Kartika Plaza à Tuban, construit en 1990, et le *shopping mall* Discovery jouxtant l'hôtel, ouvert en 2004. Outre son succès commercial, ce dernier est connu pour être l'un des équipements touristiques construits sur la ligne de marée haute, alors que l'encadrement légal oblige au respect d'une distance minimum de 100 mètres. Tomy Winata a été classé parmi les Indonésiens les plus riches par le magazine *Forbes*. Ses affaires dans le groupe Artha Graha sont indissociables de son partenaire de longue date, Sugianto Kesuma (connu aussi sous son nom chinois Aguan). Également classé sur la liste des Indonésiens les plus riches, Sugianto Kesuma est aussi à la tête d'un autre groupe, Agung Sedayu, qui s'est développé surtout dans le domaine de l'immobilier, avant d'élargir plus récemment ses activités aux infrastructures et à l'agroalimentaire. Les deux partenaires ont été associés dans divers projets de grande envergure, comme la construction d'un pont d'une trentaine de kilomètres reliant Java à Sumatra. Ressortie des cartons des années 1960, et relancée par Tomy Winata en 2003, cette idée avait cependant dû attendre 2011 pour bénéficier de l'intérêt du Président Susilo Bambang Yudhoyono, lequel voyait cet équipement comme une pièce maîtresse du Master Plan pour l'accélération et l'expansion du développement économique de l'Indonésie (MP3EI)⁴⁸. Suite au décret présidentiel (n° 86 du 2 décembre

mer ou sur la falaise dans le sud de l'île est de 1500 à 2 500 \$ US par mètre carré, soit de 15 à 25 millions \$ US par hectare.

46. « À Bali, un projet de complexe touristique sur îles artificielles en débat », *Hospitality-on.com*, 1 septembre 2016.

47. « GlobeAsia 150 Richest Indonesians (1-25) », *Globe Asia*, 1 juin 2012 ; et www.arthagraha.net.

48. Taufik Darusman, « Tomy Gets His Way », *Forbes Indonesia*, 6 août 2013.

2011) émis par Yudhoyono, Tomy Winata avait obtenu l'accord pour procéder à l'étude de faisabilité et réaliser l'ensemble du projet estimé à 10 milliards \$ US. Ce dernier a néanmoins récemment été annulé par le Président Joko Widodo, investi en octobre 2014⁴⁹. Tomy Winata et Sugianto Kesuma ont également en projet la construction du plus haut gratte-ciel d'Indonésie, Signature Tower (638 m), dans le quartier Sudirman à Jakarta, et Sugianto est impliqué dans le projet, controversé, de la poldérisation de la baie de Jakarta, auquel il participe avec le développement d'une des îles. Bien qu'il se défende d'être associé à l'armée indonésienne, à l'exception de la banque Artha Graha qu'il dit avoir repris de cette dernière pour la sauver de la faillite⁵⁰, Tomy Winata est réputé être proche de l'institution militaire, ce dont témoignerait le nombre d'officiers à la retraite occupant des postes stratégiques dans les sociétés qu'il contrôle. Ses liens avec la Yayasan Kartika Eka Paksi (YKEP), une fondation longtemps connue pour être la plus importante de l'armée, sont notamment cités. Cette dernière avait, entre autres affaires et dans une première phase au moins, la copropriété du quartier Sudirman à Jakarta⁵¹. Plusieurs sources mentionnent également l'appartenance de Winata et Sugianto au monde souterrain du « Gang des Neuf » ou « Neuf Dragons », un important syndicat de jeux et paris qui interviendrait dans nombre de projets d'aménagement urbains. Des journalistes indonésiens ont tenté de mettre en lumière les activités présumées illégales de Tomy Winata, notamment en 2003, concernant le rôle qu'il aurait joué dans le domaine des jeux et dans l'incendie suspect d'un marché à Tanah Abang à Jakarta, mais les journaux (le quotidien *Koran Tempo* et l'hebdomadaire *Tempo*) ont été condamnés en 2006 à publier des excuses et à payer d'importants dédommagements à l'homme d'affaires⁵².

Pour le projet de Nusa Benoa comme pour d'autres, Winata et Sugianto bénéficieraient de soutiens politiques haut placés, dont celui de l'armée ainsi que de l'ex-président Yudhoyono. Les affinités sont anciennes, plusieurs sources, dont *Wikileaks*, évoquant le soutien financier que les deux partenaires

49. « Jokowi Jadi Presiden, Tomy Winata Terkapar », *Kompasiana*, 28 novembre 2014, actualisé le 14 juin 2016.

50. Entretien de la journaliste Deborah Cassrels avec Tomy Winata : « The businessman who aims to turn Bali into the new Palm Islands », *Asian Financial Review*, 9 septembre 2016.

51. Les différents corps de l'armée détiennent traditionnellement des entreprises (ce qui n'est officiellement plus le cas depuis 2009), des fondations et des coopératives, ces deux dernières catégories agissant en fait comme des conglomerats, en propre ou en partenariat avec des sociétés privées. En 2001, la YKEP comprenait 11 filiales et 22 entités en *joint-venture*. En 2005, on estimait que cette fondation avait des affaires dans l'industrie forestière, les hôtels et propriétés, et les transports. Cf. « Too High a Price. The Human Rights Cost of the Indonesian Military's Economic Activities », *Human Right Watch*, Vol. 18, No. 5(C), 20 juin 2006, p. 34.

52. *Wikipedia* « Tomy Winata », et « Le verdict dans l'une des affaires "Tomy Winata vs Tempo" met en danger la liberté d'expression », *Reporters sans frontières*, 9 janvier 2006. Les deux parties sont parvenues à un accord à l'amiable en octobre 2009. <https://m.tempo.co/read/news/2009/10/06/063201199/tempo-dan-tomy-winata-berdamai>

auraient apporté à la campagne présidentielle de ce dernier en 2004⁵³. Au niveau local, le gouverneur Made Mangku Pastika a fourni à la société TWBI un appui important via l'émission des deux décrets de 2012 et 2013, rompant ainsi avec ses propres appels, lancés depuis sa première élection en 2008, à un moratoire concernant toute construction hôtelière dans le sud de l'île⁵⁴. Les élections de 2013 ont possiblement joué dans ce retournement. Ayant découvert que son vice-gouverneur complotait avec le *Bali Post* pour le remplacer, il se représenta aux élections de son deuxième mandat avec le soutien d'une autre coalition que celle qui l'avait initialement porté au pouvoir. Il l'emporta de justesse. Lorsque l'on procède à un tel renversement d'alliance, on se fait des ennemis et, non moins important, on devient l'obligé de ses nouveaux amis. Toujours est-il qu'en mai 2016, l'ONG Bali Corruption Watch a formellement demandé à la Commission indonésienne pour l'élimination de la corruption (Komisi Pemberantasan Korupsi, KPK) d'enquêter sur les allégations de corruption concernant la façon dont la société TWBI a obtenu les autorisations initiales pour son projet de poldérisation.

La « revitalisation » de la baie

Contrairement à leurs opposants, les promoteurs du projet de Nusa Benoa ne parlent plus de « *reklamasi* » mais de « *revitalisasi* »⁵⁵. Photos à l'appui, ils mettent en avant les pollutions diverses dont souffre la baie de Benoa, en particulier des amoncellements de déchets dans la mangrove, la coupe et la vente illicites de bois, ou encore la construction de bâtiments, dont une cimenterie, dans et à proximité immédiate de celle-ci, sans mentionner le recours à des techniques visant à empêcher la croissance de la mangrove. De fait, Tomy Winata s'est taillé une solide réputation de défenseur de la nature via sa fondation Artha Graha Peduli, créée en 1990, qui agit dans les domaines sociaux et environnementaux. S'intéressant à la baie de Benoa dès 2010, cette fondation a fait du footballeur Cristiano Ronaldo son ambassadeur pour la protection de la mangrove et a organisé en juin 2013 une cérémonie très médiatisée sur place, en présence du Président Yudhoyono. Des membres de la fondation Artha Graha Peduli et de sa branche locale, le Forum Peduli Bali Mangrove, ont procédé cette année-là au nettoyage de 300 hectares sur le pourtour de la baie et à la replantation de mangrove, et ils continuent régulièrement à le faire. Souhaitant attester de l'intérêt du projet pour les communautés locales, le développeur s'appuie à cet effet sur les demandes faites à la fondation Artha Graha Peduli par les villages de Benoa, Jimbaran, Kedonganan et Tuban pour revitaliser la mangrove. On notera cependant que

53. « Indonesian biographical and political gossip, Q4 2005/Q1 2006 », *Wikileaks*, 9 mai 2006, pt 35.

54. Le fait est que les *bupati* de Badung et Gianyar, ainsi que le maire de Denpasar, n'en avaient manifestement tenu aucun compte.

55. « Benoa Bay Revitalization », daté du 9 juin 2016, op. cit. ; et <http://nusabenoa.com/>

bien que les lettres émanant de ces villages et reproduites dans le document fourni soient difficilement lisibles, on peut y discerner l'année d'émission, 2011, soit une date bien antérieure à l'officialisation du projet d'aménagement. Dans ces conditions, les instances villageoises avaient manifestement été séduites par le projet de restauration de l'environnement. L'idée maîtresse de la « revitalisation » est de faire de l'aménagement prévu un projet « vert » favorisant un développement durable, notamment en renforçant le caractère d'espace naturel de la baie, grâce à la restauration de la mangrove et de la qualité des eaux.

L'aménageur souhaite par ailleurs intégrer au projet une démarche de responsabilité sociale et environnementale par une limitation de l'empreinte carbone des bâtiments, et il affirme veiller à l'usage durable des ressources en eau et en énergie, de façon à garantir la salubrité du cadre de vie. Déplorant que Bali tende de plus en plus à être une destination bon marché, il ambitionne de faire de Nusa Benoa un lieu touristique haut de gamme, permettant d'attirer deux millions de touristes supplémentaires par an⁵⁶. Son objectif est également socio-économique : la réalisation du projet générerait la création de 200 000 emplois et stimulerait les petites entreprises locales, outre les taxes et revenus induits pour le gouvernement⁵⁷. Le projet vise enfin la construction d'équipements communautaires tels que des hôpitaux, des écoles et des structures culturelles. Les partisans du projet mettent par ailleurs régulièrement en avant que de nombreux pays, au nombre desquels les Pays-Bas et Singapour, ont recours à la poldérisation sans que cela y pose les problèmes rencontrés à Bali. Il n'est cependant pas inutile de souligner que dans les pays cités, l'aménagement urbain, très encadré, fait l'objet d'études préalables et de faisabilité qui peuvent être qualifiées de sérieuses, et qu'il est indissociable de la mise en œuvre d'infrastructures physiques efficaces en matière de transports, d'alimentation en eau et en énergie, ou encore de collecte et de traitement des déchets. La poldérisation semble néanmoins être dans l'air du temps, comme l'illustre le vaste projet immobilier mené sur 5 100 hectares en baie de Jakarta, avec la création prévue de 17 îles artificielles, ou encore, non loin de là, le projet d'une ville nouvelle porté par des investisseurs chinois, destinée à accueillir 700 000 habitants sur quatre îles artificielles à Johor Bahru, en Malaisie, à proximité de Singapour⁵⁸. Mais le fait est qu'à Bali le projet de poldérisation fait face à une intense résistance depuis son origine.

⁵⁶. Les promoteurs du projet prétendent à cet égard que les opposants sont appuyés par les destinations touristiques concurrentes, comme Singapour et la Malaisie, qui cherchent à affaiblir le pouvoir d'attraction de Bali.

⁵⁷. La brochure consultée reste vague sur la question des revenus, mais un article du *Jakarta Post* en 2013 évoquait le montant de plus de 120 millions de \$ US payés sous la forme de taxes par les hôtels et restaurants de Nusa Dua au gouvernement de Badung en 2012.

⁵⁸. Jean-Bernard Litzler, « Les Chinois créent une ville à 100 milliards à côté de Singapour », *Le Figaro immobilier*, 5 décembre 2016.

Une opposition massive et déterminée portée par l'esprit du « puputan »

En août 2013, quelques semaines à peine après que la nouvelle du projet ait filtré dans la presse balinaise, ses opposants se sont regroupés dans une association intitulée ForBALI – acronyme de Forum Rakyat Bali Tolak Reklamasi Teluk Benoa (Forum du peuple balinais opposé à la poldérisation de la baie de Benoa) –, rassemblant des ONG écologistes ainsi que des leaders d'opinion, des chefs de village, des politiciens, des journalistes, des juristes, des universitaires, des étudiants et des artistes, sous la houlette du très médiatique Wayan « Gendo » Suardana, avocat de formation et ancien dirigeant de la branche balinaise de WALHI (Wahana Lingkungan Hidup Indonesia), la plus importante organisation environnementaliste indonésienne, affiliée à Friends of the Earth International⁵⁹.

Les opposants mettent en avant la fragilité du milieu naturel de la baie de Benoa, relevant en particulier l'important niveau d'érosion qui touche déjà Bali. Plusieurs dizaines de points d'érosion critiques ont été identifiés, avec une concentration au nord et au sud de l'île, dont une vingtaine pour la seule côte s'étirant de Gianyar à Nusa Dua⁶⁰. Le visiteur se promenant dans les stations touristiques de Nusa Dua ou de Sanur ne peut en effet manquer d'observer l'érosion à l'œuvre, cette dernière finissant par déraciner des arbres et par emporter, avec le sable, des tronçons de promenade bâtie, des lampadaires ou autres équipements de plage. Des craintes sont ainsi exprimées sur les effets induits par la création d'îles artificielles, autant que par le dragage de sable en divers endroits de la baie pour les réaliser, en particulier concernant les changements possibles des courants marins et leurs conséquences sur l'érosion, ou encore leur contribution à la poursuite de la liquéfaction du sol et de l'affaissement de la baie. Les risques de tsunami sont également mis en avant : Bali a été jusqu'à présent peu touchée par le phénomène, mais le risque est réel dans un archipel situé au contact de trois plaques tectoniques et si souvent soumis aux séismes.

La situation concernant les ressources en eau est également préoccupante. Selon l'ONG balinaise Idep⁶¹, plus de 60 % des rivières seraient sèches et des intrusions d'eau salée jusqu'à environ cinq kilomètres à l'intérieur des terres, signalées comme irréversibles, seraient constatées en plusieurs endroits. Le sud est particulièrement affecté, et l'ensemble des aires situées au pourtour de la baie cumulent à la fois un déficit et une surconsommation en eau, et l'infiltration d'eau salée. Les critiques soulignent en outre que les problèmes

59. Il faut également signaler que les partisans du projet, nettement moins nombreux que les opposants, se sont eux aussi regroupés pour former le Forum Bali Harmoni.

60. Wayan Suantika, « Resistensi Masyarakat Lokal terhadap Kapitalisme Global », op. cit., p. 53.

61. Créée en 1999, la Fondation Idep s'est d'abord consacrée à la permaculture, avant d'ouvrir ses activités à la gestion des désastres en 2002 (suite à l'attentat de Kuta) et au déficit en eau douce à Bali.

chroniques de pollution, de trafic routier, d'alimentation en eau et de traitement des déchets, qui affectent depuis longtemps Bali, ne pourraient qu'être aggravés par ce nouveau projet. Le mécontentement concerne également ses retombées socio-économiques, les populations locales n'ayant obtenu la responsabilité que de 8 hectares, soit 1 % de l'espace total concédé. Enfin, sachant que bien des chambres d'hôtels cinq étoiles sont accessibles pour quelque 50 \$ US sur les sites de vente en ligne, concurrençant ainsi directement la petite hôtellerie contrôlée majoritairement par les Balinais, ces derniers sont de moins en moins enclins à prendre pour argent comptant les arguments d'un « luxe » censé attirer une clientèle haut de gamme que font miroiter les promoteurs du projet de Nusa Benoa.

Dès le lancement de ForBALI – et surtout depuis le retournement de situation provoqué par le décret présidentiel du 30 mai 2014 –, les opposants ont organisé des manifestations, des marches, des débats et des concerts pour protester contre l'autorisation accordée à TWBI de développer la baie de Benoa, tandis que des requêtes juridiques étaient effectuées pour tenter de bloquer le projet par des recours légaux. Après l'élection du nouveau président, Joko Widodo, en octobre 2014, il lui était demandé d'exaucer les vœux de la population balinaise en révoquant le décret pris par son prédécesseur. Les mouvements de protestation, de plus en plus fréquents, allaient mobiliser toujours davantage de participants à partir de 2015, en impliquant l'ensemble des villages environnants. Ces mouvements allaient culminer au printemps 2016 avec la présence de dizaines de milliers de manifestants et le blocage de l'autoroute conduisant à l'aéroport, dans l'attente des résultats d'une nouvelle évaluation des répercussions environnementales du projet (*AMDAL*)⁶² et dans l'espoir de peser sur la décision finale du président⁶³. Entretemps, le sujet était devenu si sensible qu'un débat sur la poldérisation de Benoa prévu dans le cadre du Ubud Readers & Writers Festival en octobre 2015 était censuré par la police et que Gendo Suardana y était interdit de parole.

Il est intéressant de comparer l'opposition au développement de la baie de Benoa à ce qui fut, vingt ans plus tôt, la première manifestation de refus d'un projet d'aménagement touristique à Bali, la protestation contre la construction du complexe hôtelier Bali Nirwana Resort à proximité du temple de Tanah Lot. À l'époque, les opposants étaient principalement des universitaires, des étudiants et des activistes hindous, appuyés par le *Bali Post*, et leur rejet du projet se prévalait pour l'essentiel du caractère religieux du site. Ce premier mouvement de résistance a échoué, réprimé par l'armée et étouffé par le gouvernement, mais il a marqué un tournant dans l'attitude des Balinais à l'égard du développement touristique dans leur île.

62. *Analisis mengenai dampak lingkungan*, analyse d'impact environnemental.

63. En juillet 2016, le Président Widodo annonçait qu'il ferait connaître sa décision à l'issue de l'étude d'impact de la poldérisation, sans préciser combien de temps ladite étude pourrait durer.

Vingt ans plus tard, la nouvelle génération des activistes balinais est devenue nettement plus déterminée et a su mettre à profit l'expérience acquise dans les précédents conflits liés au tourisme. Les villages dans lesquels ils se répandent pour diffuser la bonne parole écologique – et politique – ne sont plus peuplés, du fait des progrès de l'éducation et du niveau de vie, de seuls paysans ignares, prêts à gober n'importe quelle promesse, mais de jeunes et moins jeunes gens, éduqués pour beaucoup jusqu'à la fin du secondaire et pour quelques-uns jusqu'à l'université. La distance culturelle existant entre activistes et villageois donc n'a plus rien à voir avec celle qui existait lors de la lutte contre la construction du BNR. Sans compter qu'à la différence du régime répressif de l'Ordre nouveau, la *Reformasi* leur offre des possibilités d'action dont ne disposaient pas leurs prédécesseurs. Si l'opposition des militants de ForBALI était initialement motivée par les dommages environnementaux et les préjudices socio-économiques, elle a rapidement fait place à un sentiment d'exaspération, sinon même de désespoir, de la part d'une frange de plus en plus large de l'opinion publique balinaise, confrontée à ce qu'elle perçoit comme son expropriation forcée. Au point que certains opposants sont allés jusqu'à menacer de se livrer à un « combat à mort » (*puputan*), à l'instar de leurs glorieux ancêtres, si le projet était par malheur mis à exécution, présentant ainsi leur combat comme la résistance à une nouvelle forme de colonisation impulsée par des investisseurs de la capitale bénéficiant de la complicité du gouvernement.

De fait, le mouvement de protestation insufflé par ForBALI a connu un retentissement nettement plus important que le précédent de 1993, tant à Bali même qu'à l'étranger. Parallèlement à la balinisation du conflit, les opposants ont en effet consacré beaucoup d'efforts à sa nationalisation, en organisant des manifestations à Jakarta et dans d'autres grandes villes de l'Archipel, et même à son internationalisation, via une couverture médiatique nourrie. Ils ont fait preuve d'une créativité débordante, en mettant de multiples formes d'expression au service de leur mouvement. C'est ainsi qu'on peut voir dans les villages, villes et stations touristiques de l'île, aux carrefours et sur les grands axes de circulation, d'immenses panneaux artistiquement décorés porteurs du slogan *Bali Tolak Reklamasi Berkedok Revitalisasi Teluk Benoa / Batakan Perpres 51/2014* (« Non à l'accaparement sous couvert de revitalisation de la baie de Benoa / Abrogez le décret présidentiel 51/2014 »), dus principalement à l'activiste balinais Alit Ambara. Il fut parallèlement laissée une place à l'initiative villageoise, celle-ci ayant contribué à la déclinaison des panneaux « officiels » du mouvement en de multiples versions locales. De nombreux artistes se sont joints au mouvement, comme le peintre et plasticien Made Bayak, qui a fait des dommages provoqués par la vente de terre et les grands projets touristiques un thème central dans son œuvre. L'opposition est également portée par des musiciens renommés, tels que les groupes Nosstress, concepteur de la chanson devenue un tube « *Bali Tolak Reklamasi* », et Superman Is Dead. Par ailleurs,

l'usage intensif des réseaux sociaux tels que Twitter, Facebook, Instagram et YouTube, relayés par des sympathisants des causes sociales et environnementales du monde entier, a permis de solliciter des soutiens à l'extérieur de Bali : une pétition en ligne a circulé sur Change.org, un film documentaire intitulé *Bali versus Mass Development* est diffusé sur YouTube, et la presse nationale et étrangère s'est largement fait l'écho de l'affaire.

Néanmoins, l'opposition mobilisée par ForBALI n'aurait pas connu une telle ampleur si elle n'était alimentée par les tensions socio-économiques et culturelles mentionnées précédemment⁶⁴. Le fait est que ses dirigeants ont compris très tôt la portée de l'enjeu culturel et religieux de leur mouvement. En intervenant de manière simultanée sur différents points de la côte, ces activistes ont créé, sur le plan horizontal, un ciment local précédemment inexistant entre tous les sites sacrés et les villages de la baie, de Bualu jusqu'à Bugbug, à Karangasem. Ils ont ensuite fait remonter verticalement le mécontentement des villages côtiers vers les communautés de l'amont qui leur sont depuis toujours liées par le rite, la dépendance traditionnelle et certains arrangements économiques, à savoir les maisons brahmaniques et princières de Sanur et Denpasar, les associations claniques et les villages de l'intérieur, usagers des plages de la côte pour leurs rites purificateurs. Le projet de poldérisation a réactivé les liens traditionnels entre clans et villages de la côte et ceux de l'intérieur, tout en créant une solidarité inédite en lieu et place des divisions anciennes séparant ces communautés. Aux fractures sociologiques intra-balinaises s'est substituée une alliance face à l'intrus sur toute la zone de la baie et même au-delà. Ainsi, avec l'appui des étudiants de Denpasar et des organisations villageoises de jeunesse (*seka teruna-teruni*), ForBALI est parvenu à obtenir, outre le soutien de l'ensemble des villages de la côte, le ralliement du Conseil suprême des villages coutumiers (Majelis Utama Desa Pakraman), des grandes maisons princières (Puri Pemecutan, Puri Satria, Jero Kuta, Puri Kesiman) et de la plupart des maisons brahmaniques de la région. Le mouvement est même devenu si populaire qu'il a obtenu en janvier 2016 le soutien officiel d'une des milices locales, Baladika.

Les ressorts de l'opposition au projet sont aussi d'ordre sociologique. Le fer de lance en est la multiplication d'ONG environnementalistes et humanitaires depuis la *Reformasi*, qui marque à la fois l'internationalisation des consciences politiques, liée à la globalisation économique et médiatique, et le retour à la surface de la vie politique d'une gauche bannie depuis 1965 de toute possibilité d'expression en son nom propre, sauf parfois sur les marges de partis comme le Parti démocratique indonésien de lutte (PDIP)⁶⁵.

64. D'après ForBALI, un sondage réalisé en 2016 auprès d'habitants de Badung donnait 64 % d'opposants au projet de poldérisation, 9 % de partisans et 27 % d'indécis.

65. Partai Demokrasi Indonesia Perjuangan, Parti démocratique indonésien de lutte, né en 1996 d'une scission du Partai Demokrasi Indonesia

Contrairement à l'opposition qui s'était formée contre divers projets dans les années 1990, celle qui a émergé dans le courant des années 2000⁶⁶, et en particulier celle qui cible le projet de Nusa Benoa, se trouve donc disposer à la fois d'un support sociologique et idéologique, de troupes en nombre suffisant pour faire de l'activisme de terrain, et d'un vivier de mécontents pour diffuser l'opposition dans les pores de la société. Mais ForBALI n'aurait pas cristallisé l'opposition en un large mouvement populaire sans une conjonction avec d'autres mécontentements. Et en premier lieu ceux issus de la bourgeoisie balinaise. Comme nous l'avons vu plus haut, celle-ci perdit très tôt son contrôle sur l'économie locale et elle ne maintient plus aujourd'hui qu'un rôle mineur dans l'industrie du tourisme. Elle joue certes, avec les différents investisseurs, une fonction dans les transactions de biens immobiliers, en tant que vendeur ou intermédiaire. Mais, même enrichie par la spéculation foncière, elle est émasculée. Plus grave, elle assiste au basculement de son environnement socio-culturel et démographique. Elle est désormais entourée non plus seulement de ses clients traditionnels – dans le cas des *brahmana* et des *satria* – ou des membres de son village et de son clan, mais se trouve confrontée à des *pendatang* musulmans, chrétiens ou chinois qui ne parlent pas balinais, ont d'autres pratiques rituelles, et font même souvent montre d'une attitude méprisante à l'encontre de l'hindouisme balinais. Ainsi, lorsque cette bourgeoisie s'oppose aux investissements, ce qu'elle refuse derrière l'argumentaire écologique et religieux, ce sont les effets irréversibles de sa perte d'influence économique : le débordement démographique et l'aliénation culturelle. À cette alliance apparemment contre nature de la gauche activiste et de la bourgeoisie traditionaliste vient se joindre une troisième composante, sociologiquement très hétérogène, la petite classe moyenne urbaine balinaise. La majorité de ses membres – fonctionnaires, enseignants, petits employés du privé – sont non pas tant les victimes que les frustrés du développement touristique. Ils en vivent les contradictions économiques et culturelles : nouvellement urbanisés, ils subsistent de médiocres salaires ou d'emplois précaires, font face à des problèmes de logement et de transport, dans un sud devenu cher, et sont éventuellement réveillés le matin par l'appel à une prière qui n'est pas la leur. Se percevant en compétition économique avec les migrants « javanais » dans leur travail, et en rivalité religieuse avec les musulmans ou les chrétiens hors du travail, ils veulent un tourisme qui les inscrive dans la modernité consummatrice sans les menacer ni démographiquement ni culturellement. Ce groupe comprend également une autre strate de mécontents potentiels, tels les chauffeurs de taxis, bailleurs de kiosques variés, petits

66. Martin Ramstedt, « Regional Autonomy and its Discontents. The Case of Post-New Order Bali » in Coen J. G. Holtzappel & Martin Ramstedt (eds), *Decentralization and Regional Autonomy in Indonesia. Implementation and Challenges*, Singapore, ISEAS, 2009, p. 329-379 ; voir également Henk Schulte Nordholt, *Bali. An Open Fortress, 1995-2005. Regional Autonomy, Electoral Democracy and Entrenched Identities*, Leiden, KITLV, 2007.

commerçants et propriétaires d'activités de sports nautiques, qui craignent toute modification de l'environnement, naturel autant qu'économique, qui menacerait leur situation.

Face à ce vaste mouvement d'opinion publique et de manifestations populaires, la position des partis politiques sur le bien-fondé du projet de Nusa Benoa n'est pas claire. Si deux des principaux partis indonésiens, le PDIP, en juillet 2013, et plus récemment, le Gerindra, se sont ouvertement prononcés contre la poldérisation, leur refus est néanmoins ambigu. Il existerait d'ailleurs des liens entre Tomy Winata et la présidente du PDIP, Megawati Sukarnoputri. Dans le cas d'autres partis, tels le Golkar et le Parti démocrate, le parti de l'ancien Président Yudhoyono, la pluralité des positions domine, selon l'attention que leurs membres portent à l'opposition au projet d'une partie de leur électorat, ou plutôt à leurs intérêts économiques.

Quant aux autorités religieuses hindoues balinaises, elles se sont longtemps tenues dans une prudente expectative, en dépit de la pression de ForBALI pour qu'elles prennent position sur ce que les Balinais perçoivent de plus en plus comme une agression contre leur identité religieuse. Car il faut savoir que la baie de Benoa n'a pas qu'une fonction touristique ou écologique, mais qu'elle a encore une fonction religieuse. À l'intérieur de la baie et sur son pourtour, il existe en effet des dizaines de lieux d'activité rituelle. Toutefois, ces lieux n'étaient pas perçus jusqu'ici comme faisant partie d'un tout cohérent, comme un espace sacré balinaise. Les temples ont toujours eu chacun leur clientèle, avec un périmètre social chaque fois distinct, selon l'histoire des clans, des villages et des royaumes auxquels ils étaient attachés. Par exemple, le Pura Dalem Sakenan, sur l'île de Serangan, est un temple dont la clientèle vient depuis toujours de tous les royaumes de Bali. Mais d'autres temples sont des temples claniques ou de village, avec leurs clientèles respectives. D'autres encore, ou autels isolés, sont associés à la mer, à des points de rencontre des eaux (*loloan, campuhan*), à des sources, des arbres ou même des pierres, avec, à chaque fois, un éventail de divinités différentes et parfois une clientèle locale de quelques dizaines de personnes seulement. Il y a aussi, sur le pourtour de la baie, des plages d'accès à la mer – Mata Hari Terbit, Sanur, Segara, Mertasari à Sanur, Pongok à Serangan, Benoa – qui ont une fonction traditionnelle de purification, que ce soit pour les effigies divines avant le nouvel an *saka* (Nyepi), pour la purification rituelle du premier jour du nouvel an *pawukon* (Banyu Pinaruh), lorsque l'on disperse les cendres des morts à la mer, ou encore en d'autres occasions. Ces plages, dont les effets physiques de la poldérisation ou les activités touristiques drainés par le projet Nusa Benoa menaceraient très directement la fonction religieuse, sont utilisées traditionnellement par certains clans et villages particuliers selon les liens de ces derniers avec les royaumes locaux. La particularité de ce foisonnement rituel est qu'il n'a jamais été constitué en une totalité religieuse. Pour cette raison, jusqu'à une période très récente, lorsqu'un investisseur voulait disposer d'une plage,

déplacer un petit autel, couper un arbre sacré ou établir un restaurant, et qu'on lui objectait la sacralité du lieu, il lui suffisait de s'arranger localement avec les quelques familles dépositaires de l'autel, le village ou le groupe clanique lié au temple ou au site sacré. Ainsi, en restaurant les autels d'un temple, en organisant une cérémonie de purification, ou même plus simplement en faisant un cadeau à l'homme fort du lieu, les investisseurs arrivaient toujours à régler les choses localement. Pendant longtemps, la modernité touristique s'est donc imposée graduellement, en investissant un lieu après l'autre. Les populations y faisaient face de manière incrémentale, sans véritable conscience que leur environnement se transformait. Il y avait souvent malaise, mais pas véritable résistance. Au gré des conflits successifs à partir des années 1990, mais démultipliée face à la violence écologique, sociale et symbolique inhérente à la dimension même de la poldérisation de la baie, l'intervention des activistes a ainsi progressivement transformé en régional un contact avec le tourisme qui n'était précédemment que local.

Avec l'irruption de la dimension religieuse, les implications du projet de Nusa Benoa n'étaient plus seulement tangibles (*sekala*) mais devenaient également intangibles (*niskala*). De fait, outre ForBALI, un certain nombre d'organisations hindoues – le Forum des intellectuels hindous d'Indonésie (FCHI)⁶⁷, l'Association de la jeunesse hindoue d'Indonésie (Peradah)⁶⁸, l'Union des étudiants hindous d'Indonésie (KMHDH)⁶⁹, ainsi qu'un groupement d'associations du nom de l'Alliance des dirigeants de la communauté hindoue (Aliansi Tokoh Masyarakat Hindu) – ont publiquement pris position contre le projet de poldérisation. En affirmant que Benoa est pour les hindous balinais un site sacré qui doit être protégé, ces diverses organisations ont poussé le Parisada à se prononcer sur le projet. C'est ainsi qu'en décembre 2015, la direction du Parisada demandait à une équipe de neuf prêtres (Tim Sembilan Sulinggih PHDI) de réunir les informations devant lui permettre de fonder sa position. Dans le même temps, un activiste hindou, Sugi Lanus, réalisait une étude établissant la présence de 60 sites sacrés (*titik kawasan suci*), dont 24 temples⁷⁰, dans la baie de Benoa.

Mais il s'est avéré que les dirigeants du Parisada, tant les prêtres (*pandita*) que les laïcs (*walaka*), étaient divisés sur la décision à adopter vis-à-vis du projet de développement. Sans compter que des insinuations laissaient entendre que le Parisada aurait bénéficié de largesses de la part de TWBI, ce qui expliquerait sa

67. Forum Cendekiawan Hindu Indonesia, fondé en 1991 à Jakarta.

68. Perhimpunan Pemuda Hindu Indonesia, fondée en 1984 à Yogyakarta.

69. Kesatuan Mahasiswa Hindu Dharma Indonesia, fondée en 1993 à Bali.

70. Au nombre de ces derniers figurait le Pura Karang Tengah, situé sous la mer et invisible (*pura sunia*). Cf. Sugi Lanus, « Benarkah Teluk Benoa Sebuah Kawasan Suci ? », *Media Hindu*, n° 146, 2016, p. 8-16.

réserve⁷¹. Finalement, le 9 avril 2016 – et non sans que les partisans du projet aient tenté d'imposer leur propre « décret » (*keputusan*)⁷² –, en se fondant sur le *Bhisama Kesucian Pura* de 1994, le Parisada décrétait que la baie de Benoa est sacrée et que sa sacralité devait être préservée (*menjaga kesucian kawasan suci*), faisant ainsi de l'intégralité de cet espace physique une totalité religieuse⁷³. Mais il était bien précisé que le Parisada ne saurait se prononcer que sur les questions théologiques et que les demandes qui lui sont adressées pour qu'il s'oppose à la poldérisation de la baie n'étaient pas recevables. Ce décret a été transmis à toutes les instances concernées, du gouverneur de Bali jusqu'au Président de la République. En réponse, le gouverneur, I Made Mangku Pastika, a répliqué que non seulement la baie de Benoa mais l'île de Bali dans son entier est un espace sacré, ce qui n'implique pas que l'on ne puisse rien y construire, à la condition bien sûr de ne pas enfreindre le *dharma*. Il a ajouté qu'en tant que membre de la communauté hindoue il est tenu de se plier aux décisions du Parisada, mais qu'en tant que représentant du gouvernement il doit obéir aux lois de la République d'Indonésie.

Conclusion

Né d'une alliance de la grande bourgeoisie nationale (tant autochtone que sino-indonésienne) avec les militaires, l'Ordre nouveau n'a jamais hésité à bousculer, au nom du développement, l'ordre économique et sociologique dans les régions. Il a historiquement procédé par cooptation, c'est-à-dire par intégration à sa mécanique économique de partenaires choisis parmi les bourgeoisies locales. Ceux-ci donnaient un sceau de légitimité autochtone aux projets proposés, quels qu'en fussent par ailleurs les implications socio-culturelles et environnementales. L'armée gérait les mécontentements, tout en s'intégrant elle-même, via ses hauts gradés, à la bourgeoisie.

En élargissant le pouvoir politique à de nouvelles couches sociales, la *Reformasi* a sans conteste modifié les rapports de force. Cependant, elle n'a, au final, pas réussi à transformer le système, lequel reste encore profondément marqué par les principes et l'encadrement hérités de l'Ordre nouveau. Ainsi, bien

71. C'est notamment le cas de l'un des partisans les plus déterminés du projet, I Ketut Wiana, membre influent du Comité exécutif du Parisada, accusé d'être le « conseiller spirituel » (*penasihat spiritual*) de Tomy Winata. Cf. Ketut Wiana, « Apa Mungkin Saya Menjadi Penasihat Tommy Winata ? », *Media Hindu*, n° 146, 2016, p. 20-23.

72. Cf. « Dualisme Keputusan Kawasan Suci Teluk Benoa, PHDI Mengadu ke DPD RI », *Kabardewata.com*, 17 mai 2016. On comprend sans doute mieux les hésitations des dirigeants du Parisada lorsque l'on sait que le président de son Comité exécutif est un militaire à la retraite : le général Sang Nyoman Suwisma jusqu'au congrès d'octobre 2016, auquel a succédé le général Wisnu Bawa Tenaya. Et le nouveau président de l'assemblée des laïcs est également un militaire à la retraite, le colonel I Nengah Dana, qui a remplacé à ce poste Putu Wirata Dwikora, par ailleurs directeur de l'ONG Bali Corruption Watch.

73. *Keputusan Pesamuan Sabha Pandita Parisada Hindu Dharma Indonesia tentang Kawasan Teluk Benoa*.

que l'armée ne soit plus associée directement au secteur économique⁷⁴, elle a néanmoins sauvegardé une partie de son rôle économique, via les fondations et coopératives qu'elle contrôle. Aux côtés de la bourgeoisie d'affaires, elle continue à faire pression sur l'appareil d'État afin de garder la main sur tous les grands projets de l'Archipel, comme c'est potentiellement le cas pour celui de Benoa.

Le projet de Nusa Benoa reflète ainsi les contradictions inhérentes à la *Reformasi*, dont l'ambition était de promouvoir d'autres voies de développement grâce à la décentralisation et à des réformes en profondeur des secteurs politique, administratif et militaire. Il révèle aussi les contradictions auxquelles fait face le gouvernement de Joko Widodo, qui s'appuie sur les bourgeoisies traditionnelles et les classes moyennes en émergence dans les régions, ainsi que sur des éléments « propres » (*bersih*) de la haute bourgeoisie nationale, pour moduler le développement économique sur la base de larges alliances locales. Cependant, dépendant, comme les précédents présidents, du soutien de l'armée, et devant de surcroît tenir compte des équilibres ethno-religieux, et en particulier de la montée de l'islam, Joko Widodo n'a d'autres choix que de gouverner en modulant les compromis.

L'opposition au projet de Benoa, pour l'instant massive et déterminée dans le seul sud de Bali, est susceptible de se diffuser, par capillarité ethno-religieuse, à l'ensemble de l'île. Si le projet de poldérisation est finalement accepté, les risques de déstabilisation sociale et politique sont réels, comme le laissent craindre les appels au *puputan*, tant les élites traditionnelles se sentent menacées, et avec elles de vastes pans de la société balinaise. Compte tenu de la place de l'île dans l'ensemble national, ces risques ne sont pas anodins. En revanche, si le gouvernement annule le projet, il s'attirera l'ire, non seulement de l'aménageur TWBI, mais aussi des soutiens politiques, économiques et militaires de ce dernier. C'est pourquoi une résolution du conflit « à l'indonésienne » devra sans doute être trouvée, sous forme de compensations variées, notamment de projets menés en d'autres lieux – et avec d'autres victimes.

L'issue du conflit réside aujourd'hui dans une décision, prise par le gouvernement en janvier 2017 dans l'objectif de mettre un terme aux polémiques suscitées par le projet de Nusa Benoa, de procéder à une nouvelle évaluation prenant en compte les aspects environnementaux et culturels de la poldérisation de la baie. Selon le ministre des Affaires maritimes, Luhut Binsar Pandjaitan, la décision finale doit dépendre des résultats « scientifiques et indépendants », et donc indiscutables, de cette évaluation, laquelle sera réalisée sous l'égide conjointe de la Banque mondiale et de l'Université Udayana. Est-ce à dire que, pipés ou non, les dés sont jetés ? Le futur nous le dira.

74. Depuis la loi de 2004 et ses décrets d'application de 2009.

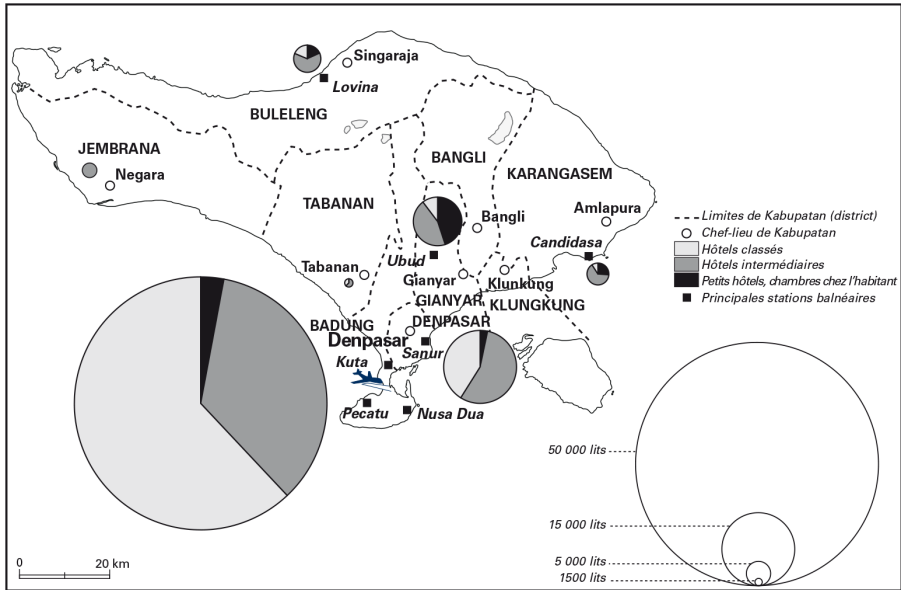


Fig. 1 – Carte de la capacité hôtelière de Bali par département (2011).
 (Source : TDRS & Cabasset, d'après Bureau du tourisme du gouvernement de Bali, 2012, p. 60).

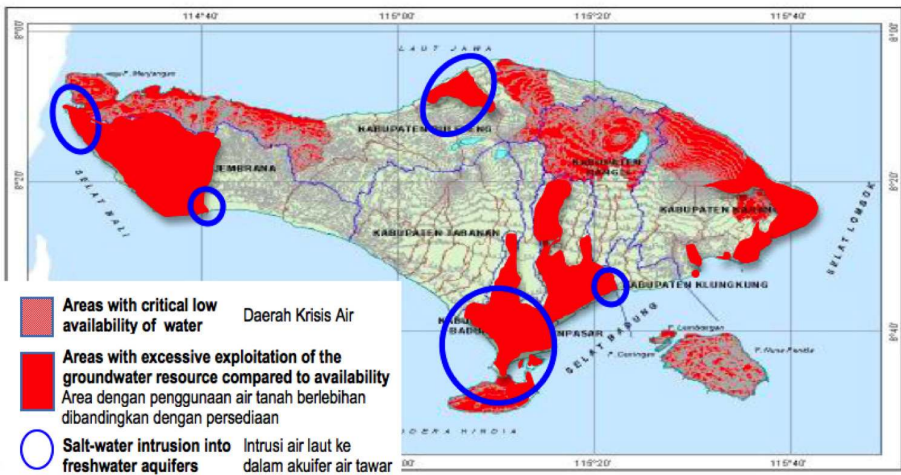


Fig. 2 – Carte des ressources en eau de Bali. (Source : Fondation IDEP)



Fig. 3 – Erosion à Nusa Dua. (© Christine Cabasset, 2016)



Fig. 4 – Tanjung Bena et la baie de Bena. (© Christine Cabasset, 2016)

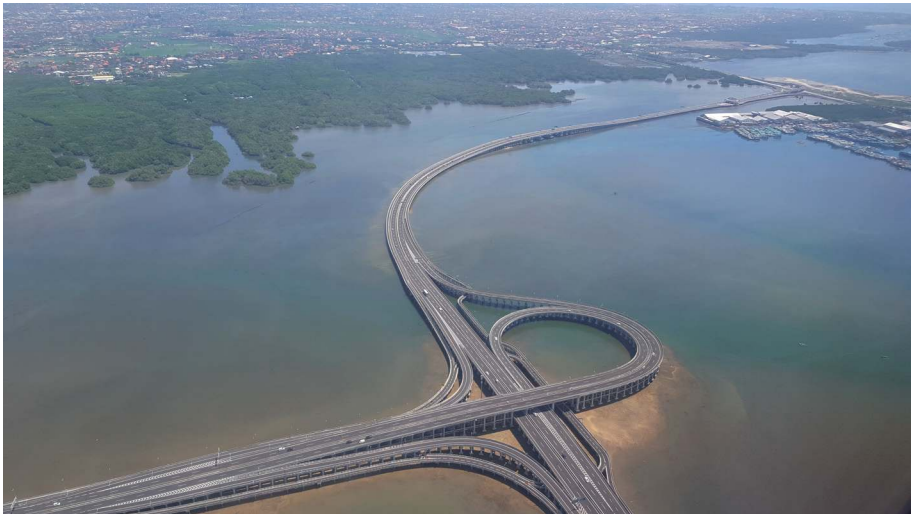


Fig. 5 – L'autoroute Bali Mandara. (© Christine Cabasset, 2017)

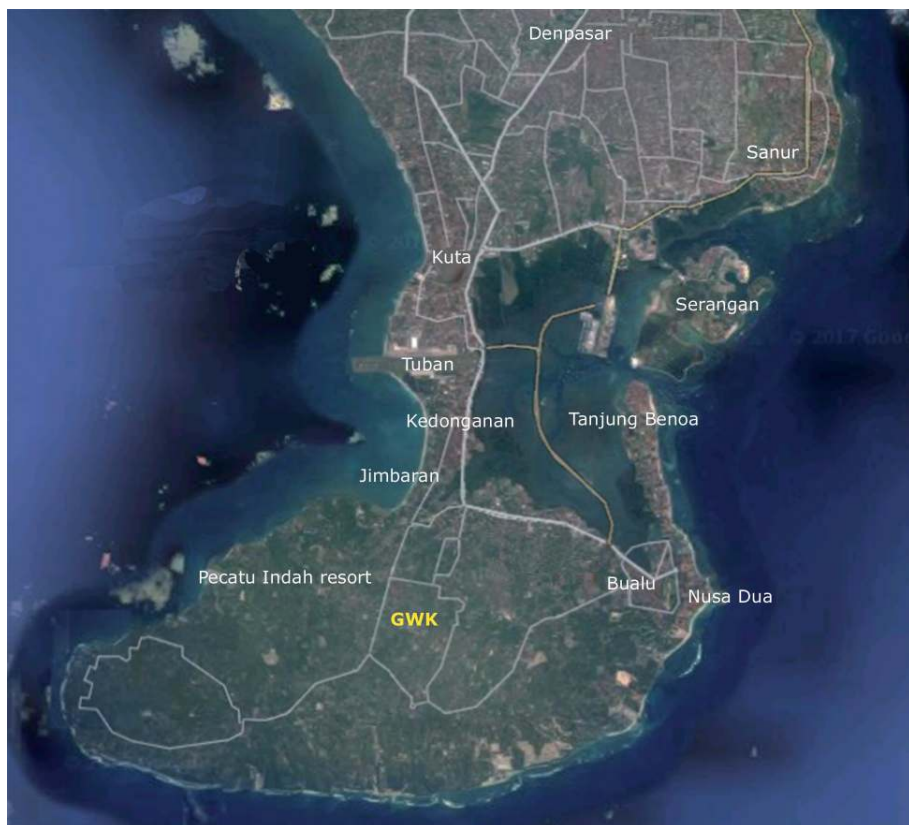


Fig. 6 – Localisation de la baie de Benoa. (Source : Google Earth)



Fig. 7 – Plan général du projet Nusa Bena. (Source : PT Tirta Wahana Bali Internasional, nusabena.com)

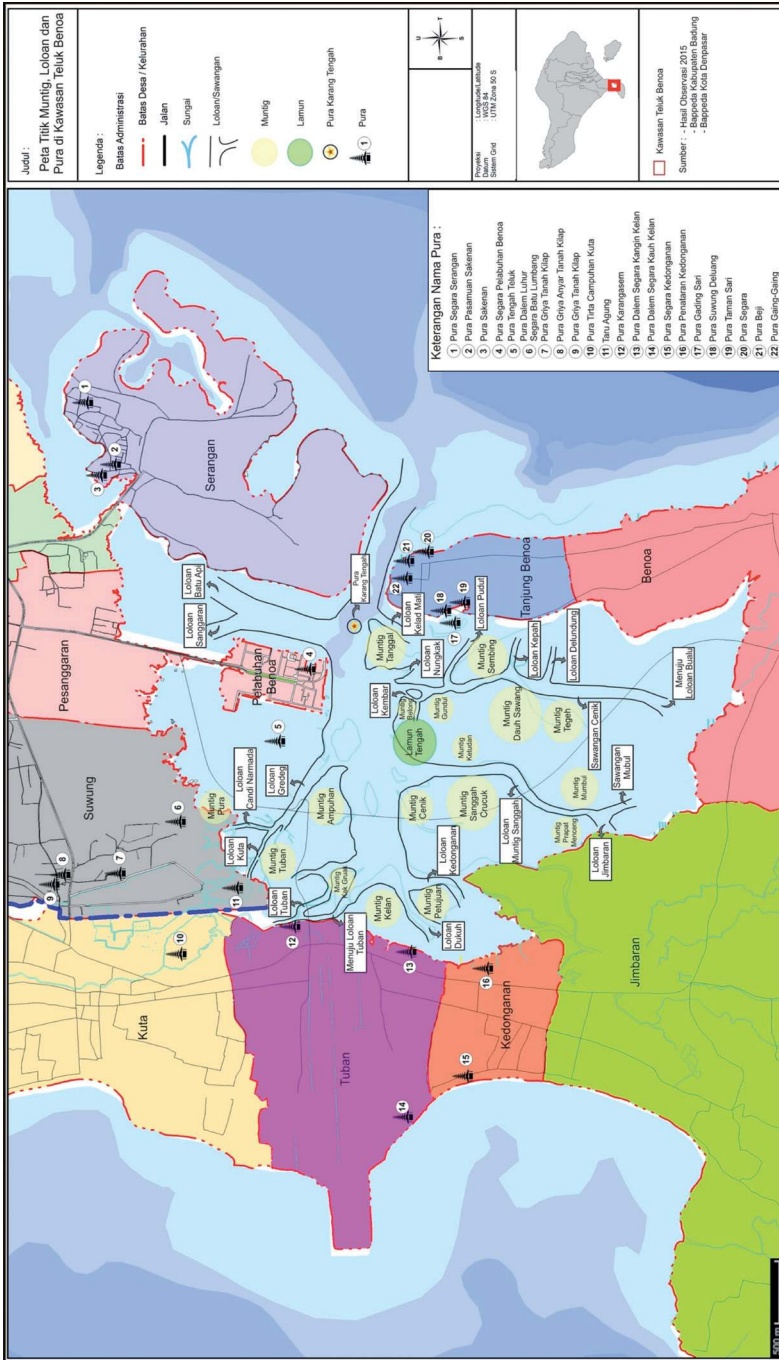


Fig. 8 – Carte des lieux sacrés dans la baie de Bena. (Source : ForBALI)



Fig. 9 – Manifestation ForBALI, 28 février 2016. (Source : Rizal Fananyi, *Tribun Bali* 29 février 2016)



Fig. 10 - Manifestation ForBALI, 28 février 2016. (Source : Rizal Fananyi, *Tribun Bali* 29 février 2016)



Fig. 11



Fig. 12

Tee Shirt ForBALI. (© Christine Cabasset, 2016)



Fig. 13 – Panneaux contre la poldérisation de la baie, Tanjung Benoa. (© Christine Cabasset, 2016)



Fig. 14 – Panneau contre la poldérisation de la baie, Bualu.
(© Christine Cabasset, 2016)



Fig. 15 - Panneau « Puputan », Sanur, ForBALI. (© Christine Cabasset, 2016)



Fig. 16 – Leak (sorcière) de Sanur contre la poldérisation de la baie. (© Christine Cabasset, 2016)

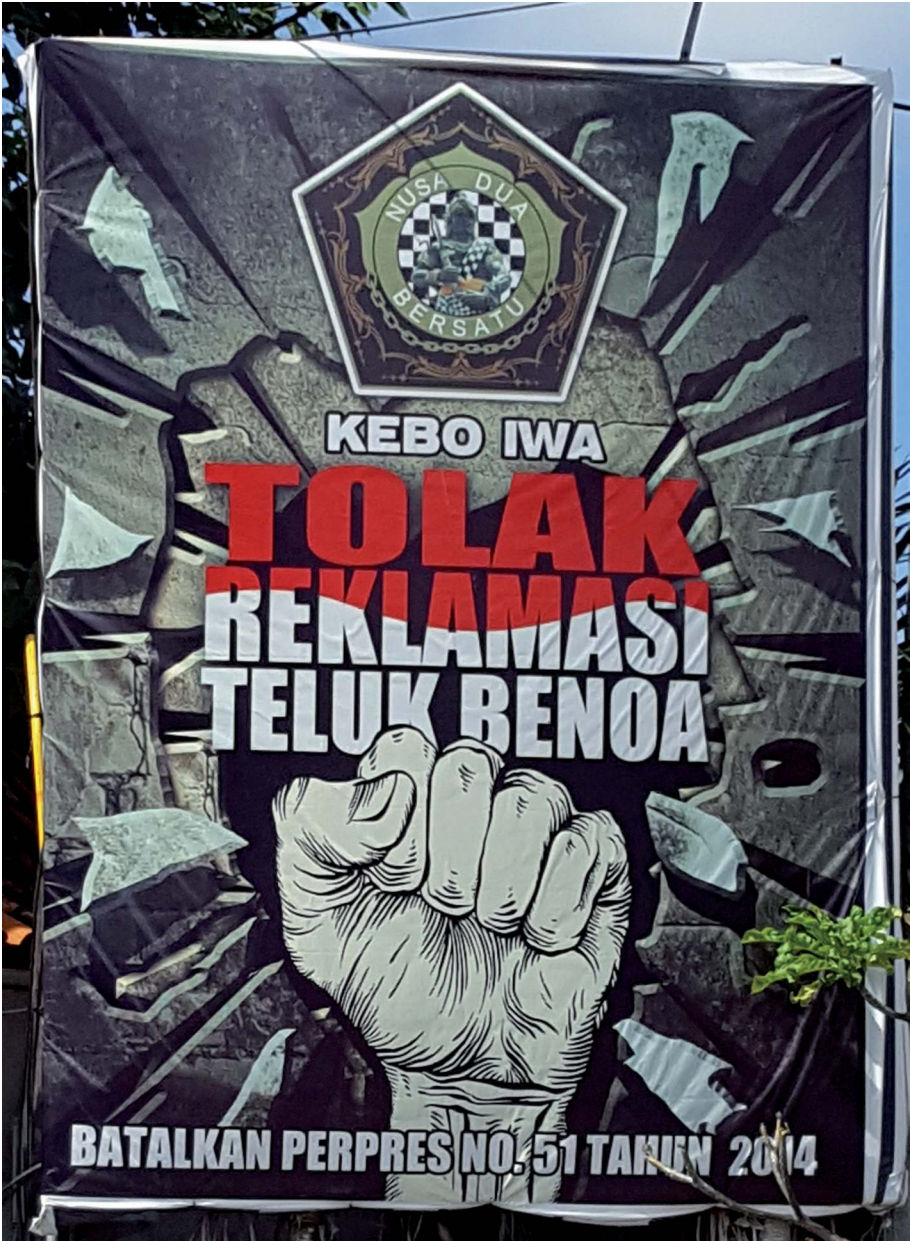


Fig. 17 – Panneau contre la poldérisation de la baie, Nusa Dua. (© Christine Cabasset, 2016)

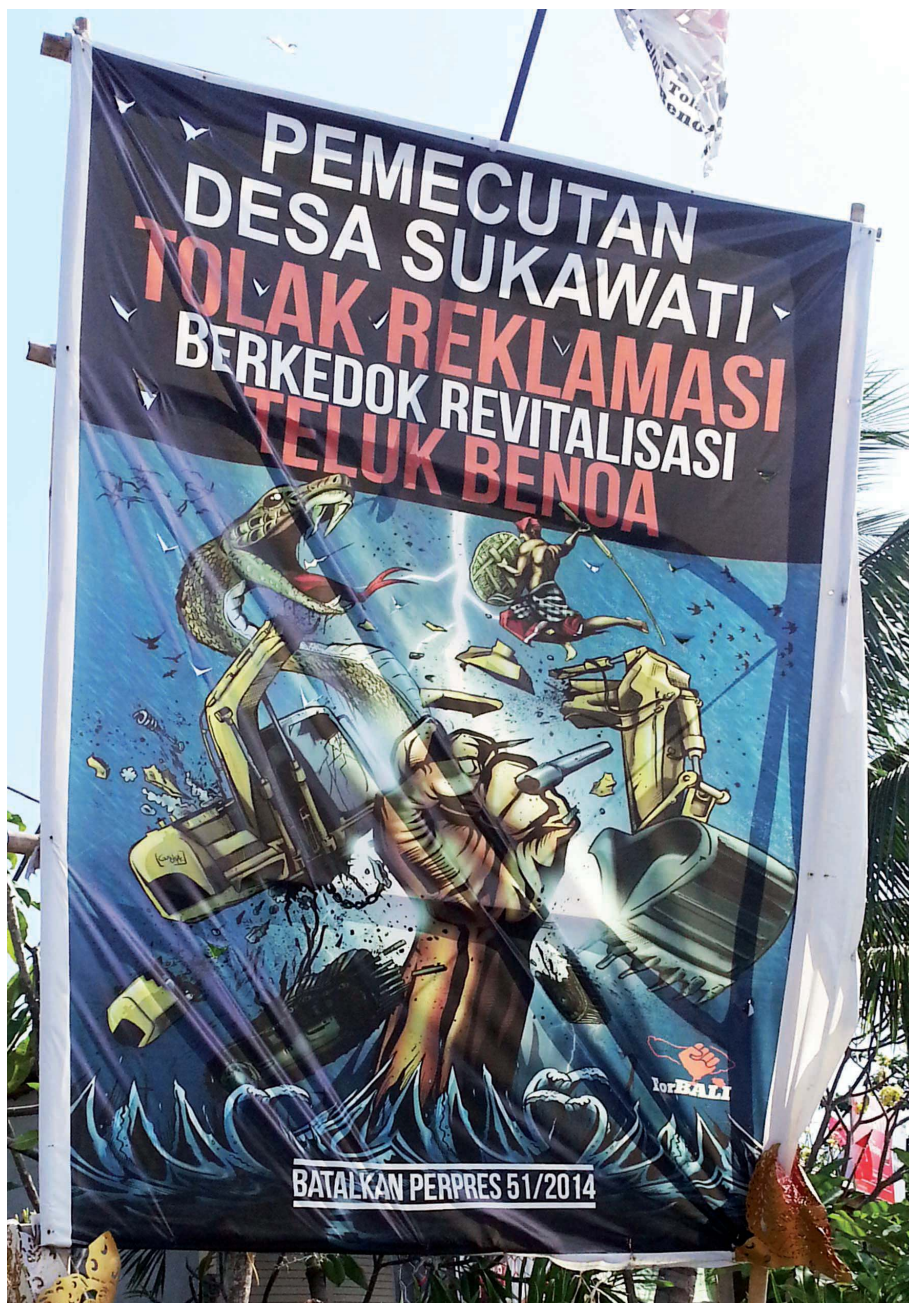


Fig. 18 – Panneau contre la poldérisation de la baie, Sukawati, ForBALI. (© Catherine van Moppès, 2016)

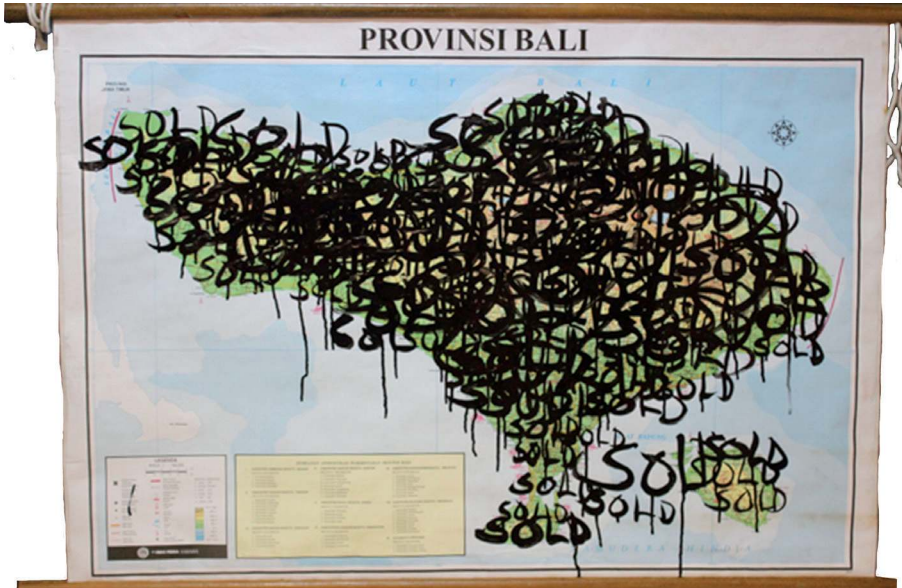


Fig. 19 – Bali raped island. Peinture acrylique sur une carte de l'île de Bali. (Made Bayak, 2013)



Fig. 20 – Industry, hidden history and legacy the island of the gods. Technique mixed sur contreplaqué. (Made Bayak, 2014)



Fig. 22 – Affiche ForBALI contre la poldérisation de la baie, Guwang. (Alit Ambara, ForBALI)



Fig. 23



Fig. 24



Fig. 25

Affiches ForBALI contre la poldérisation de la baie. (Alit Ambara, ForBALI)

